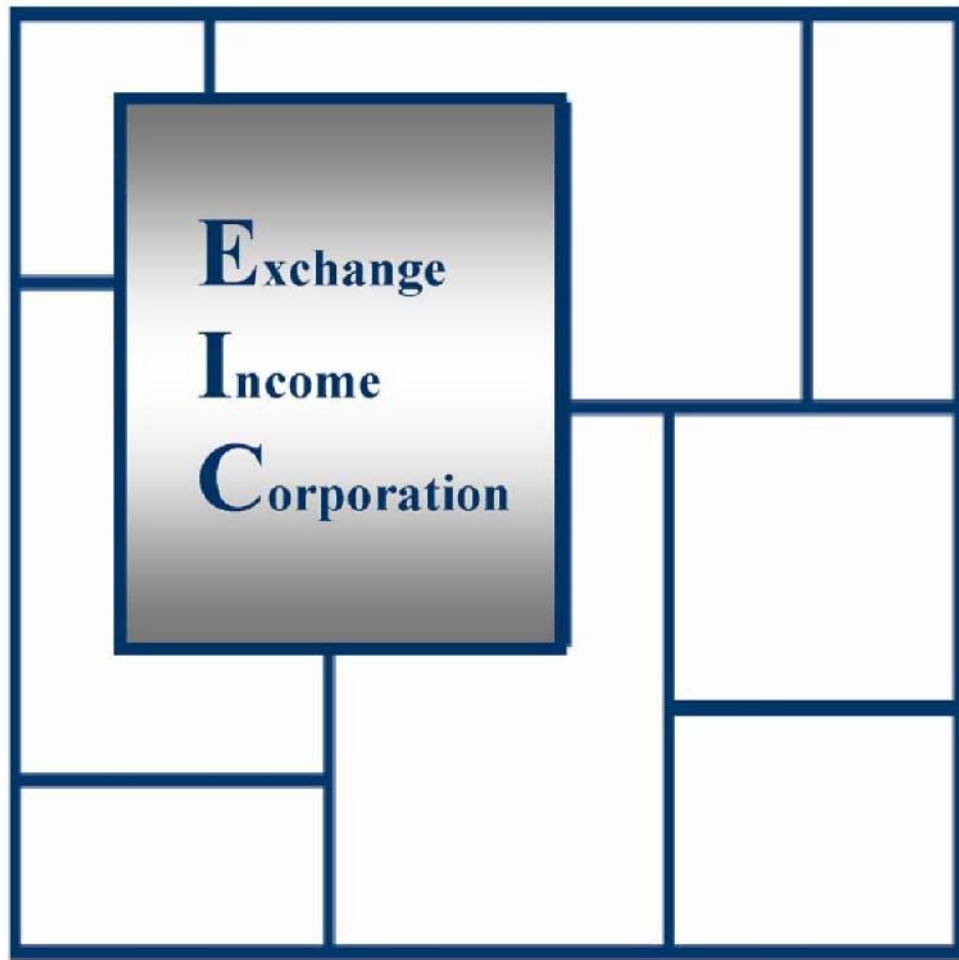




États financiers et notes annexes

Pour l'exercice clos le
31 décembre 2017



Le 21 février 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Exchange Income Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Exchange Income Corporation et de ses filiales, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016, les états consolidés du résultat net, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Exchange Income Corporation et de ses filiales aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
One Lombard Place, Suite 2300, Winnipeg (Manitoba), Canada R3B 0X6
T : 1 204 926-2400, F : 1 204 944-1020

Exchange Income Corporation
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars canadiens)

Au	31 décembre 2017	31 décembre 2016
ACTIF		<i>Retraité (note 2)</i>
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	72 315 \$	26 494 \$
Créances d'exploitation	207 796	150 338
Excédent des coûts engagés et des profits comptabilisés sur la facturation (note 16)	9 294	7 567
Stocks (note 7)	178 397	129 854
Charges payées d'avance et acomptes	29 932	34 295
Impôt sur le résultat à recouvrer	5 072	-
	502 806	348 548
 AUTRES ACTIFS (note 8)	25 570	14 589
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 9)	796 576	693 993
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (note 10)	135 706	107 277
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ (note 25)	258	238
GOODWILL (note 10)	288 281	259 887
	1 749 197 \$	1 424 532 \$
 PASSIF		
PASSIFS COURANTS		
Dettes d'exploitation et charges à payer	166 415 \$	127 423 \$
Impôt sur le résultat à payer	-	3 570
Produits différés	24 160	27 222
Excédent de la facturation sur les coûts engagés et les profits comptabilisés (note 16)	14 200	10 772
Partie à court terme de la dette à long terme et des contrats de location-financement (note 11)	1 170	1 069
Partie à court terme des débetures convertibles (note 12)	56 843	-
	262 788	170 056
 DETTE À LONG TERME ET CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT (note 11)	549 451	445 260
AUTRES PASSIFS À LONG TERME	34 493	18 399
PRODUITS DIFFÉRÉS	6 934	11 293
DÉBENTURES CONVERTIBLES (note 12)	240 962	212 344
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ (note 25)	77 061	81 043
	1 171 689	938 395
 CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS (note 13)	576 471	463 603
DÉBENTURES CONVERTIBLES – Composante capitaux propres (note 12)	14 311	11 245
SURPLUS D'APPORT	3 478	3 478
RÉGIME D'ACTIONS DIFFÉRÉES	9 867	7 207
RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS		
Résultats cumulatifs	320 141	247 981
Dividendes cumulatifs (note 14)	(355 718)	(290 631)
Incidence cumulative de l'annulation d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 13)	(12 074)	(395)
	(47 651)	(43 045)
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	21 032	43 649
	577 508	486 137
	1 749 197 \$	1 424 532 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé au nom du conseil d'administration par :

Duncan Jessiman, administrateur
Signé

Donald Streuber, administrateur
Signé

Exchange Income Corporation

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
Aérospatiale et aviation	808 569 \$	703 327 \$
Fabrication	204 381	187 699
	1 012 950	891 026
CHARGES		
Charges du secteur Aérospatiale et aviation – compte non tenu de l'amortissement	460 397	414 638
Charges du secteur Fabrication – compte non tenu de l'amortissement	153 894	140 522
Frais généraux et frais d'administration	149 961	123 291
	764 252	678 451
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS, CHARGES FINANCIÈRES ET AUTRES (note 4)	248 698	212 575
Amortissement des immobilisations corporelles (note 9)	108 556	82 316
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 10)	10 397	11 747
Charges financières – intérêts	36 982	30 169
Coûts d'acquisition	3 041	1 309
Profit à la cession d'une participation dans un partenariat (note 8)	(5 585)	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	95 307	87 034
CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (note 25)		
Impôt exigible	27 812	25 888
Impôt différé	(4 665)	(344)
	23 147	25 544
RÉSULTAT NET	72 160 \$	61 490 \$
BÉNÉFICE PAR ACTION (note 17)		
De base	2,33 \$	2,18 \$
Après dilution	2,26 \$	2,12 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)

Attribuable aux actionnaires ordinaires		
Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
RÉSULTAT NET	72 160 \$	61 490 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés en résultat net		
Écart de conversion cumulé, déduction faite de produits d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre de (49) \$ et de (66) \$, respectivement	(35 054)	(7 763)
Profit net sur couverture de l'investissement net dans un établissement à l'étranger, déduction faite de charges d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre de 1 304 \$ et de 372 \$, respectivement	12 437	657
	(22 617)	(7 106)
RÉSULTAT GLOBAL	49 543 \$	54 384 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats non distribués (chiffres retraités – note 2)								
	Capital- actions	Débtures convertibles – Composante capitaux propres	Surplus d'apport – Débtures échues	Régime d'actions différées	Résultats cumulés	Dividendes cumulés	Incidence cumulative du rachat d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2016	425 561 \$	11 200 \$	1 788 \$	5 123 \$	186 491 \$	(234 300) \$	- \$	50 755 \$	446 618 \$
Émission d'actions aux vendeurs dans le cadre d'acquisitions (note 6)	1 809	-	-	-	-	-	-	-	1 809
Débtures convertibles									
Converties en actions (note 13)	29 310	(1 527)	-	-	-	-	-	-	27 783
Émises	-	3 262	-	-	-	-	-	-	3 262
Échues	-	(1 690)	1 690	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes (note 13)	5 345	-	-	-	-	-	-	-	5 345
Acquisition de droits à des actions aux termes du régime d'actions différées	-	-	-	2 182	-	-	-	-	2 182
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	98	-	-	(98)	-	-	-	-	-
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié (note 13)	2 369	-	-	-	-	-	-	-	2 369
Annulation d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 13)	(889)	-	-	-	-	-	(395)	-	(1 284)
Résultat global	-	-	-	-	61 490	-	-	(7 106)	54 384
Dividendes déclarés (note 14)	-	-	-	-	-	(56 331)	-	-	(56 331)
Solde au 31 décembre 2016	463 603 \$	11 245 \$	3 478 \$	7 207 \$	247 981 \$	(290 631) \$	(395) \$	43 649 \$	486 137 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2017	463 603 \$	11 245 \$	3 478 \$	7 207 \$	247 981 \$	(290 631) \$	(395) \$	43 649 \$	486 137 \$
Émission d'actions aux vendeurs dans le cadre d'acquisitions (note 6)	12 114	-	-	-	-	-	-	-	12 114
Placement par voie de prospectus, janvier 2017 (note 13)	94 288	-	-	-	-	-	-	-	94 288
Débtures convertibles									
Converties en actions (note 13)	11 457	(524)	-	-	-	-	-	-	10 933
Émises	-	3 590	-	-	-	-	-	-	3 590
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes (note 13)	6 630	-	-	-	-	-	-	-	6 630
Émission d'actions aux termes de partenariats communautaires avec les Premières Nations (note 13)	577	-	-	-	-	-	-	-	577
Acquisition de droits à des actions aux termes du régime d'actions différées (note 13)	-	-	-	2 859	-	-	-	-	2 859
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées (note 13)	199	-	-	(199)	-	-	-	-	-
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié (note 13)	1 957	-	-	-	-	-	-	-	1 957
Annulation d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 13)	(14 354)	-	-	-	-	-	(11 679)	-	(26 033)
Résultat global	-	-	-	-	72 160	-	-	(22 617)	49 543
Dividendes déclarés (note 14)	-	-	-	-	-	(65 087)	-	-	(65 087)
Solde au 31 décembre 2017	576 471 \$	14 311 \$	3 478 \$	9 867 \$	320 141 \$	(355 718) \$	(12 074) \$	21 032 \$	577 508 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars canadiens)

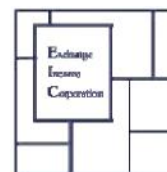
Pour les exercices clos les 31 décembre	2017	2016
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'exercice	72 160 \$	61 490 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	108 556	82 316
Amortissement des immobilisations incorporelles	10 397	11 747
Augmentation des intérêts	7 083	5 687
Escompte d'émission de la dette à long terme	59	192
Profit à la vente ou à la cession d'immobilisations corporelles	(1 678)	(368)
Charge d'impôt différé	(4 665)	(344)
Acquisition de droits à des actions aux termes du régime d'actions différées	2 859	2 182
Profit à la cession d'une participation dans un partenariat	(5 985)	-
	188 786	162 902
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation et des produits différés à long terme (note 23)	(64 031)	(26 055)
	124 755	136 847
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produit net (remboursement net) sur la dette à long terme et les contrats de location-financement, déduction faite des frais d'émission (note 11)	121 925	139 392
Produit de l'émission de débentures convertibles, déduction faite des frais d'émission	95 195	65 623
Remboursement de débentures convertibles	-	(30 357)
Émission d'actions, déduction faite des frais d'émission	102 158	7 714
Montant payé au rachat d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 13)	(26 033)	(1 284)
Dividendes en trésorerie (note 14)	(65 087)	(56 331)
	228 158	124 757
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat d'immobilisations corporelles	(264 803)	(264 702)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	40 318	35 075
Achat d'immobilisations incorporelles	(2 219)	(1 361)
Investissement dans d'autres actifs	(7 205)	(4 328)
Sorties de trésorerie liées aux acquisitions	(73 175)	(17 915)
Montants reçus sur créances liées à des contrats de location-financement, déduction faite des réserves	(8)	2 624
	(307 092)	(250 607)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	45 821	10 997
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	26 494	15 497
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	72 315 \$	26 494 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés	27 226 \$	24 333 \$
Impôt sur le résultat payé	36 052 \$	11 313 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016



(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

1. ORGANISATION

Exchange Income Corporation (« EIC » ou la « société ») est une société diversifiée axée sur les acquisitions qui cible les occasions dans deux secteurs, soit celui des services d'aérospatiale et d'aviation et du matériel aéronautique et celui de la fabrication. Le plan d'affaires de la société consiste à investir dans des sociétés rentables et bien établies qui affichent des flux de trésorerie solides et exercent leurs activités dans des créneaux précis. La société est constituée en société par actions au Canada et son siège social est situé au 1067, Sherwin Road, Winnipeg (Manitoba) Canada R3H 0T8.

Au 31 décembre 2017, les principales filiales en exploitation de la société étaient Perimeter Aviation LP (incluant sa division en exploitation, Bearskin Airlines), Keewatin Air LP, Calm Air International LP, Custom Helicopters Ltd., Overlanders Manufacturing LP, Water Blast Manufacturing LP, WestTower Communications Ltd., R1 Canada LP, Provincial Aerospace Ltd., Ben Machine Products Company Inc., EIC Aircraft Leasing Ltd., Quest Window Systems Inc. et EIIIF Management USA Inc. Cette dernière détient entièrement les filiales Stainless Fabrication, Inc., Dallas Sailer Enterprises, Inc. et Regional One Inc. La société fournit, par l'intermédiaire de ses filiales, des produits et des services dans deux secteurs d'activité, soit l'aérospatiale et l'aviation ainsi que la fabrication.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

La société prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens »), soit la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* (le « Manuel de CPA »). La Partie I du Manuel de CPA comprend les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les présents états financiers consolidés sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf les informations et les données par action.

Au cours de l'exercice, la société a reclassé certains chiffres correspondants au 31 décembre 2016 afin que leur classement soit conforme à celui de la période considérée. Dans le cadre de ces reclassements, des produits différés à court terme de 11 293 \$ ont été reclassés dans les produits différés à long terme et d'autres passifs à long terme de 3 441 \$ ont été reclassés dans les dettes d'exploitation et charges à payer.

Au cours de l'exercice, la société a choisi de présenter de façon distincte, dans l'état du résultat net, l'amortissement des immobilisations corporelles et celui des immobilisations incorporelles. Auparavant, la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ne constituait qu'un seul poste. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été ajustés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

Au cours de l'exercice, la société a décomposé l'incidence des achats cumulatifs aux termes de son offre de rachat dans le cours normal des activités et l'a prise en compte dans les résultats non distribués. Dans le cadre d'un rachat et d'une annulation, la société doit attribuer une partie du prix de rachat aux résultats non distribués et une autre au capital-actions selon la valeur comptable moyenne des actions au moment du rachat (calculée en divisant le capital-actions par le nombre d'actions en circulation). La partie qui excède la valeur comptable moyenne est constatée, dans les résultats non distribués, en tant qu'incidence cumulative de l'annulation d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

La publication des états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration de la société le 21 février 2018.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés, qui, sauf indication contraire, ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, s'établissent comme suit :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, exception faite de la réévaluation à la juste valeur de certains actifs financiers, passifs financiers et instruments dérivés.

b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés englobent les comptes de la société et de ses filiales, dont celles énumérées à la note 1. Toutes les transactions intragroupe importantes ont été éliminées aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés.

Les filiales sont toutes des entités (y compris les entités structurées) à l'égard desquelles la société exerce un contrôle. La société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses investissements dans cette entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la société obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle cesse d'exercer le contrôle.

c) Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La société comptabilise des produits des activités ordinaires au titre de divers types de transactions. Le secteur Aérospatiale et aviation comptabilise des produits des activités ordinaires au titre de la prestation de services de transport aérien, de services auxiliaires au transport aérien et de la vente et/ou la location d'aéronefs et de pièces de rechange destinées au marché secondaire. Le secteur Fabrication comptabilise des produits des activités ordinaires au titre de la vente de produits et de services de fabrication.

Produits des activités ordinaires du secteur Aérospatiale et aviation

La société comptabilise les produits tirés du transport aérien lorsque le vol est terminé. Les billets vendus mais pour lesquels le client n'a pas encore pris son vol sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière en tant que produits différés et sont comptabilisés en tant que produits tirés du transport aérien lorsque le service est fourni ou lorsque le billet expire. Perimeter offre un programme de fidélisation de la clientèle suivant lequel le client reçoit des points de fidélisation calculés en fonction de la valeur de chaque billet acheté. Les points attribués sont comptabilisés en tant que composante identifiable séparément de la vente initiale du billet en répartissant la juste valeur de la contrepartie reçue entre les points attribués et la vente du billet. La juste valeur des points attribués est différée et comptabilisée en tant que produits des activités ordinaires lorsque les points sont utilisés par le détenteur des points. La société évalue périodiquement le passif au titre des produits différés tirés des billets de passagers achetés à l'avance. Ces évaluations peuvent donner lieu à des ajustements du montant des produits des activités ordinaires qui est constaté. En raison de la complexité de la tarification et des systèmes, de l'expérience passée et d'autres facteurs, comme les remboursements, les échanges et les billets inutilisés, certains montants comptabilisés en tant que produits des activités ordinaires reposent sur des estimations. Des événements et des circonstances peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

La société comptabilise les produits tirés de la vente de pièces d'aéronefs lorsque le titre de propriété a été transféré au client et que le contrôle effectif du produit et les risques et avantages inhérents à la propriété l'ont également été. Les paiements reçus à l'avance sont comptabilisés en tant que produits différés jusqu'à ce que le produit ait été livré au client. La société comptabilise les produits au titre des ventes en consignation de la manière décrite ci-dessus et elle les inscrit généralement à leur montant brut, le paiement versé au consignateur étant comptabilisé en tant que coût des ventes puisque la société agit pour son propre compte.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Les produits tirés de la location d'aéronefs et de matériel aéronautique sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location en question. Aux termes de certains contrats de location de la société, des montants sont facturés à l'avance. Les paiements au titre de la location reçus mais non gagnés sont différés et comptabilisés en tant que produits différés dans l'état de la situation financière. Aux termes de ces contrats de location, les clients sont souvent tenus d'effectuer des dépôts de garantie. Ces dépôts sont généralement comptabilisés en tant que passif dans l'état de la situation financière, sous le poste « Autres passifs à long terme ».

En tant que concessionnaire de certains aéronefs et composantes connexes, la société peut conclure des contrats de location-financement avec des clients. Dans ces circonstances, la société comptabilise un profit brut au titre du contrat de location correspondant à la valeur actualisée des paiements au titre de la location de laquelle sont déduits les acomptes, le cas échéant, moins le coût de base de l'actif en question. Des intérêts sont gagnés sur la durée du contrat de location et comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances liées à des contrats de location à long terme qui se rapportent à des contrats de location de type location-vente sont comptabilisées dans l'état de la situation financière sous le poste « Autres actifs ».

Certaines transactions de vente de carburant conclues par les entités de soutien aux aéronefs du secteur Aérospatiale et aviation présentent les caractéristiques de ventes effectuées par l'entité en tant que mandataire et, de ce fait, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en fonction du montant net conservé, lequel correspond à la différence entre le montant facturé à un client et le montant payé au fournisseur. Le montant à recevoir du client et le montant à payer au fournisseur de carburant ne sont pas présentés sur la base du montant net, car il n'existe pas de droit d'opérer compensation.

Pour Provincial, les produits tirés de contrats de modification d'aéronefs et de contrats à long terme de développement de logiciels pour des clients sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Le pourcentage d'avancement est calculé en fonction du rapport entre les coûts du contrat engagés jusqu'à la date considérée et le total des coûts du contrat estimé. Ce pourcentage d'avancement est ensuite appliqué au total des produits des activités ordinaires que la société s'attend à tirer du contrat pour déterminer les produits des activités ordinaires de la période. Une provision est constituée au titre de la perte estimée lorsque la société s'attend à ce que les coûts du contrat excèdent les produits tirés du contrat estimés.

Produits des activités ordinaires du secteur Fabrication

La société comptabilise les produits tirés de la fabrication lorsque le titre de propriété est transféré au client, au moment où le contrôle effectif du produit et les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au client, exception faite des produits des activités ordinaires comptabilisés par Stainless, WesTower CDA et Quest, comme il est décrit ci-après pour ce qui concerne les contrats à long terme. Les paiements reçus à l'avance sont comptabilisés en tant que produits différés jusqu'à ce que le produit ait été livré au client.

Les produits tirés de contrats à long terme liés à la fabrication de produits sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les activités de Stainless, de WesTower CDA et de Quest dans le secteur Fabrication incluent ces contrats. Le pourcentage d'avancement est calculé en fonction du rapport entre les coûts du contrat engagés jusqu'à la date considérée et le total des coûts du contrat estimé. Ce pourcentage d'avancement est ensuite appliqué au total des produits des activités ordinaires que la société s'attend à tirer du contrat pour déterminer les produits des activités ordinaires de la période. Une provision est constituée au titre de la perte estimée lorsque la société s'attend à ce que les coûts du contrat excèdent les produits des activités ordinaires tirés du contrat estimés.

La société présente deux postes dans l'état de la situation financière en ce qui concerne la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats à long terme. Un actif courant (appelé « Excédent des coûts engagés et des profits comptabilisés sur la facturation ») et un passif courant (appelé « Excédent de la facturation sur les coûts engagés et les profits comptabilisés ») sont comptabilisés au titre de la différence entre les produits des activités ordinaires comptabilisés et les montants facturés aux clients qui ont signé ces contrats à long terme. Les montants facturés aux clients sont présentés sous le poste « Créances d'exploitation ».

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

d) Charges

Charges du secteur Aérospatiale et aviation – compte non tenu des amortissements

Les coûts fixes et variables ainsi que le coût des ventes engagés dans le cadre des activités du secteur Aérospatiale et aviation de la société sont inclus sous ce poste dans l'état consolidé du résultat net et comprennent les coûts d'expédition et de manutention ainsi que le coût des stocks. L'amortissement est présenté séparément sur une base consolidée.

Charges du secteur Fabrication – compte non tenu des amortissements

Le coût des ventes du secteur Fabrication de la société est inclus sous ce poste dans l'état consolidé du résultat net et comprend les coûts d'expédition et de manutention ainsi que le coût des stocks de produits finis. L'amortissement est présenté séparément sur une base consolidée.

e) Conversion des monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les postes inclus dans les états financiers de chaque entité consolidée du groupe EIC sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation d'EIC.

Les états financiers d'entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la même que la société (les « établissements à l'étranger ») sont convertis en dollars canadiens comme suit : les actifs et les passifs sont convertis au cours de change de clôture à la date de l'état de la situation financière, et les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de la période (ce cours étant considéré comme une approximation raisonnable des cours réels). Tous les écarts découlant de la conversion sont comptabilisés en autres éléments du résultat global en tant qu'écarts de conversion cumulatifs.

Si la société cède la totalité de son investissement dans un établissement à l'étranger, ou cesse d'exercer le contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable à l'égard d'un établissement à l'étranger, les profits ou pertes de change cumulés dans les autres éléments du résultat global relativement à l'établissement étranger en question sont comptabilisés en résultat net. Si la société cède une partie d'un investissement dans un établissement à l'étranger qui demeure néanmoins une filiale, une part proportionnelle des profits ou pertes de change cumulés dans les autres éléments du résultat global relativement à la filiale est reclassée de la participation donnant le contrôle aux participations ne donnant pas le contrôle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux cours de change en vigueur aux dates des transactions. Les profits ou pertes de change découlant du règlement de transactions en monnaie étrangère et de la conversion aux cours de change de clôture d'actifs et de passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle d'un établissement sont comptabilisés dans l'état du résultat net.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de la trésorerie et des placements temporaires, lesquels consistent en des placements très liquides dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition. Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 31 décembre 2017, les équivalents de trésorerie étaient de néant (néant au 31 décembre 2016).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

g) Instruments financiers

Comptabilisation

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés à l'état de la situation financière de la société lorsque la société devient partie à l'instrument financier.

Classement

La société classe ses actifs et ses passifs financiers dans les catégories d'évaluation suivantes :

- ceux évalués ultérieurement à la juste valeur, soit par le biais du résultat net, soit par le biais des autres éléments du résultat global
- ceux évalués au coût amorti

Le classement des actifs ou des passifs financiers dépend du modèle économique et de la nature des flux de trésorerie qui y sont associés. La société ne change le classement d'actifs financiers que lorsque le modèle économique appliqué à leur gestion change. Le classement des passifs financiers ne peut différer du choix de classement fait au moment de la comptabilisation.

Dans le cas des actifs évalués à la juste valeur, les profits et pertes sont portés en résultat net ou sont constatés dans les autres éléments du résultat global. Quant aux placements en titres de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction, le fait que la société ait ou n'ait pas, au moment de leur constatation initiale, choisi de manière irrévocable de les comptabiliser à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global détermine ce classement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la société sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les créances d'exploitation et les dépôts sont classés comme des actifs financiers évalués au coût amorti. Les dettes d'exploitation, la facilité de crédit de la société et les débetures convertibles sont classées comme des passifs financiers évalués au coût amorti. Tous les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti le sont selon la méthode du taux d'intérêt effectif, avec comptabilisation du produit / de la charge d'intérêts à l'état du résultat net, le cas échéant.

Évaluation

La société évalue un actif ou un passif financier à sa juste valeur en soustrayant ou en ajoutant, dans le cas d'un actif ou d'un passif financier qui n'est pas évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier. Après la comptabilisation initiale, la société évalue l'actif financier soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou du résultat net. Le mode d'évaluation des passifs financiers est choisi au moment de la comptabilisation initiale et, à moins qu'ils ne soient spécifiquement désignés à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de l'adoption, ils sont ultérieurement évalués au coût amorti.

La société évalue ultérieurement ses instruments d'emprunt en fonction du modèle économique qu'elle suit pour la gestion de ses actifs et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie. Il existe trois catégories d'évaluation :

Au coût amorti : Les actifs détenus dans le but de toucher des flux de trésorerie contractuels représentant uniquement des paiements de capital et d'intérêts sont évalués au coût amorti. Un profit ou une perte sur un instrument d'emprunt qui est évalué ultérieurement au coût amorti et qui ne fait pas partie d'une relation de couverture est porté en résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé ou qu'il s'est déprécié. Les produits d'intérêts générés par ces actifs financiers sont pris en compte dans les produits financiers au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global : Les actifs détenus dans le but de toucher des flux de trésorerie contractuels et en vue de leur vente dont les flux de trésorerie sont constitués uniquement de paiements de capital et d'intérêts sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les variations de leur valeur comptable sont constatées dans les autres éléments du résultat global, sauf s'il s'agit de gains ou de pertes de valeur, de produits d'intérêts ou de profits et de pertes de change, lesquels sont portés en résultat net. Lorsque l'actif financier est décomptabilisé, le cumul des profits ou des pertes comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global est reclassé des capitaux propres au

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

résultat net et est inscrit dans les autres profits ou pertes. Les produits d'intérêts générés par ces actifs financiers sont pris en compte dans les produits financiers au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

À la juste valeur par le biais du résultat net : Les actifs qui ne remplissent pas les critères d'évaluation au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Un profit ou une perte sur un instrument d'emprunt qui est évalué ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net et qui ne fait pas partie d'une relation de couverture est porté en résultat net et est présenté à son montant net dans les autres profits ou pertes de la période où il survient.

Ultérieurement, la société évalue tous ses placements en titres de capitaux propres à la juste valeur. Lorsqu'elle a choisi de présenter les profits et les pertes de juste valeur sur ces placements dans les autres éléments du résultat global, elle ne reclasse pas, dans le résultat net, ces profits ou pertes de juste valeur lorsqu'elle décomptabilise les placements. Les dividendes générés par ceux-ci sont toujours portés en résultat net lorsque le droit de la société d'en recevoir le paiement est établi.

Perte de valeur

Les pertes de crédit attendues doivent être comptabilisées selon une approche prospective qui reflète toute variation du risque de crédit inhérent aux instruments financiers.

Pour les créances d'exploitation ou les actifs sur contrat qui ne comportent pas de composante financement importante, la correction de valeur pour pertes est évaluée au moment de la comptabilisation initiale et pour la durée d'utilité de l'actif à un montant correspondant aux pertes de créance attendues sur la durée d'utilité de l'actif. Pour les créances d'exploitation, les actifs sur contrat ou les créances locatives qui comportent une composante financement importante, la société applique le modèle général.

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, la perte correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, établie au moyen de la valeur temps de l'argent. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Les pertes de valeur sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont reprises au cours de périodes ultérieures si le montant de la perte de valeur diminue. Les pertes de valeur (et la reprise des pertes de valeur) sur les placements en titres de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas reclassées hors des autres éléments du résultat global.

Comptabilité de couverture et dérivés

À la date où un instrument dérivé est conclu, l'instrument est comptabilisé à la juste valeur et réévalué à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. La comptabilisation d'un dérivé varie selon qu'il est ou non désigné comme un instrument de couverture. S'il est désigné comme un instrument de couverture, le traitement comptable dépend de la nature de l'élément couvert et de la relation de couverture.

La société documente, dès le commencement de la couverture, la relation économique entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, et précise si l'instrument est censé ou non compenser les variations des flux de trésorerie ou de la juste valeur de l'élément couvert. Dès le commencement de chaque relation de couverture, la société documente ses objectifs en matière de gestion des risques ainsi que sa stratégie à l'égard des opérations de couverture.

h) Couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger

La société applique la comptabilité de couverture à certains écarts de change attribuables à la différence entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie de présentation de la société, peu importe si l'investissement net est détenu directement ou par la voie d'une entité mère intermédiaire. La société désigne les passifs financiers et/ou les instruments financiers dérivés en tant qu'éléments de couverture des investissements nets dans un établissement à l'étranger.

Passifs financiers

Les écarts de change découlant de la reconversion d'un passif financier désigné en tant que couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la couverture est efficace.

Instruments financiers dérivés

La société peut conclure des instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition au risque de change associée à son investissement net dans un établissement à l'étranger. Les profits et les pertes sur ces instruments dérivés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la couverture est efficace.

Lorsque le dérivé ou le passif financier est désigné initialement comme un instrument de couverture, la société constitue une documentation structurée décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques, sa stratégie à l'égard de l'opération de couverture et du risque couvert, la nature du risque ainsi couvert ainsi que la façon dont la société évaluera si la relation de couverture remplit ou non les critères d'efficacité. La société évalue, au commencement de la relation de couverture et régulièrement par la suite, si cette relation satisfait ou non à ces critères, qui portent sur l'existence d'un lien économique, le fait que le risque de crédit n'a pas d'effet dominant sur les variations de la valeur qui résultent de ce lien et sur le caractère approprié du ratio de couverture. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces différences sont comptabilisées dans l'état du résultat net. Lors de la cession de l'investissement net couvert, le montant inclus dans les écarts de conversion est reclassé dans l'état du résultat net dans le cadre du profit ou de la perte à la cession.

i) Stocks

Les stocks de matières premières et de pièces ont été évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Les stocks de travaux en cours et de produits finis ont été évalués au plus faible du coût des matières premières et de la main-d'œuvre, plus une affectation systématique des frais généraux et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen, et la valeur nette de réalisation correspond au prix de vente réel dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Les éléments de stocks dont la valeur a été antérieurement ramenée à la valeur nette de réalisation peuvent être ultérieurement portés à leur coût original si leur valeur nette de réalisation augmente par la suite.

La société classe ses stocks dans les catégories suivantes :

- Pièces et autres fournitures : comprend les stocks des filiales du secteur Aérospatiale et aviation et représente les éléments utilisés aux fins de l'exploitation et de la réparation des aéronefs et les éléments achetés en vue de la revente, s'il y a lieu.
- Matières premières : comprend les éléments utilisés dans la fabrication de produits par les filiales du secteur Fabrication à l'égard desquels aucun travail de main-d'œuvre n'a été effectué.
- Travaux en cours : comprend les éléments que les filiales du secteur Fabrication ont commencé à utiliser aux fins de la production.
- Produits finis : comprend les éléments achevés du processus de fabrication qui sont disponibles à la vente ou les éléments achetés en vue de la revente par les filiales du secteur Fabrication, y compris les stocks détenus en consignment par certaines entités du secteur Fabrication.

Le coût des pièces et composantes d'aéronefs est établi en fonction du prix payé pour les stocks, y compris tous les coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La valeur comptable des stocks de pièces de Regional One est déterminée à l'aide de la méthode du coût sur les ventes moyen, établi selon les prix de vente prévus. Le coût sur les ventes moyen est fondé sur la rentabilité historique ou sur les taux contractuels établis en vertu de certains contrats d'approvisionnement. Le coût des stocks refabriqués est fondé sur le prix payé pour les produits d'origine et comprend également les dépenses engagées pour le transport, les coûts de fabrication directs, les coûts des réparations effectuées par des tiers et les frais généraux, selon le cas.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

j) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui se composent principalement des terrains, des bâtiments, des aéronefs, des pièces de rechange d'aéronefs, de la machinerie, de l'outillage et du matériel, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations corporelles achetées correspond au montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir l'actif. Le coût des actifs produits par l'entité pour elle-même comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre directe, une proportion appropriée des frais généraux de production et les coûts d'emprunt liés à la construction. Lorsqu'un actif comprend des composantes importantes dont la durée d'utilité est différente, ces composantes sont comptabilisées comme des éléments distincts.

Les dépenses engagées pour remplacer une composante d'une immobilisation corporelle qui est comptabilisée séparément, y compris les coûts des inspections ou des révisions majeures, sont inscrites à l'actif. Les autres dépenses ultérieures ne sont inscrites à l'actif que lorsqu'elles accroissent les avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. Tout remplacement d'une composante essentielle donne lieu à la radiation de la composante originale et à l'inscription à l'actif de la composante de remplacement. Toutes les autres dépenses, comme les frais de maintenance et de réparation ordinaires, sont comptabilisées en charges dans l'état du résultat net lorsqu'elles sont engagées.

Pour ce qui concerne la maintenance des aéronefs de la société, les coûts de maintenance courante des aéronefs ainsi que les coûts de réparation sont passés en charges en tant que frais de maintenance lorsqu'ils sont engagés. Les coûts de la cellule des aéronefs, de la révision des moteurs ou des autres composantes importantes des aéronefs sont inscrits à l'actif et amortis sur la durée d'utilité économique des composantes en question.

La dotation aux amortissements est passée en charge dans l'état du résultat net selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs. Pour les actifs liés aux aéronefs du secteur Aérospatiale et aviation, les durées d'utilité se fondent essentiellement sur la distance de vol parcourue par l'élément lié à l'aéronef. Les terrains ne sont pas amortis. Les valeurs résiduelles, les modes d'amortissement et les durées d'utilité des actifs sont réexaminés annuellement et ajustés, au besoin, dans la période où un changement se produit. Les durées d'utilité estimées des principales catégories d'immobilisations corporelles amortissables s'établissent comme suit :

Bâtiments	20 à 50 ans
Cellules d'aéronefs et pièces de rechange	2 à 20 ans
Moteurs d'aéronefs	3 à 20 ans
Hélices d'aéronefs	4 à 7 ans
Trains d'atterrissage d'aéronefs	7 à 15 ans
Matériel	5 à 10 ans
Autres	2 à 15 ans
Améliorations locatives, sur la durée du contrat de location	

Les immobilisations corporelles liées à l'aviation de Regional One ont une durée d'utilité allant de 1 à 12 ans, laquelle varie en fonction de l'état et de la durée d'utilité attendue des actifs dans les contrats de location.

Les profits ou les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont inclus dans le résultat avant impôt dans l'état du résultat net.

k) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût. La société a des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée qui ne sont pas amorties. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties comme suit :

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Contrats avec des clients	Mode linéaire, sur la durée du contrat
Relations-clients	Mode linéaire, sur une durée de 5 à 10 ans
Ententes de non-concurrence	Mode linéaire, sur une durée de 5 ans
Certificats d'exploitation	Mode linéaire, sur une durée de 2 à 30 ans ou jusqu'à expiration
Systèmes informatisés	Mode linéaire, sur une durée de 3 à 5 ans
Carnet de commandes	Sur la durée de ce carnet

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité estimées des immobilisations incorporelles identifiables de manière distincte sont réexaminés au moins à la fin de chaque exercice et, au besoin, l'amortissement est ajusté de manière prospective.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, y compris les noms commerciaux, sont soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient s'être dépréciés. L'appréciation de durée d'utilité indéterminée est réexaminée à chaque période pour s'assurer que l'hypothèse d'une durée d'utilité indéterminée demeure justifiée. Si ce n'est pas le cas, un changement d'appréciation de la durée d'utilité d'indéterminée à déterminée est apporté et l'amortissement est comptabilisé de manière prospective.

l) *Goodwill*

Un goodwill est comptabilisé à hauteur de l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net identifiable sous-jacent acquis dans un regroupement d'entreprises. Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises. Après sa comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

m) *Dépréciation d'actifs à long terme*

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs à long terme qui ne sont pas amortis, comme les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de la société, sont inclus dans l'UGT à laquelle ils se rattachent et sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Aux fins de l'évaluation des valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au plus bas niveau d'entrées de trésorerie identifiables séparément (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'actif ou de l'UGT et sa valeur d'utilité. Une perte de valeur est comptabilisée pour l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT sur sa valeur recouvrable. La société détermine la juste valeur diminuée des coûts de sortie selon le montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif ou de l'UGT lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, après déduction des coûts de sortie, mais en l'absence de marché actif, ce montant est établi au moyen de techniques d'estimation, comme l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La société détermine la valeur d'utilité comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il existe un indice de dépréciation. Aux fins de l'application du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT (ou à chacun des groupes d'UGT) au niveau qui fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion, lequel ne peut toutefois être plus grand qu'un secteur opérationnel. La direction a affecté son goodwill à ses deux secteurs opérationnels, ce qui représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi.

La société examine les pertes de valeur, autres que les pertes de valeur du goodwill, pour déterminer s'il y a lieu de les reprendre lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

n) Impôt exigible et impôt différé

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans l'état du résultat net, sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt sur le résultat est également comptabilisé directement dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, respectivement.

L'impôt exigible est l'impôt que la société s'attend à payer sur le bénéfice imposable de l'exercice, selon les taux adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière, ainsi que tout ajustement à l'impôt à payer au titre des exercices antérieurs.

Un impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporaires entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il est généré par la comptabilisation initiale d'un goodwill ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le bénéfice imposable (perte fiscale). Un impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporaires liées à des participations dans des filiales et entreprises associées, sauf, dans le cas des filiales, lorsque la date à laquelle la différence temporaire se résorbera peut être contrôlée par la société et qu'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé sont réexaminés annuellement et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice suffisant sera disponible pour permettre de recouvrer tout ou partie de l'actif.

L'impôt différé est déterminé sur une base non actualisée, selon les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont l'application est attendue lorsque l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif sera réglé. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable auquel pourront être imputées les différences temporaires déductibles.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés dans les éléments non courants. Les montants d'impôt sont compensés si la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

o) Avantages du personnel

Rémunération fondée sur des actions – Régime d'actions différées

Certains membres du personnel de la société et du conseil d'administration de la société participent à un régime de rémunération fondée sur des actions de la société (note 19). Aux termes de ce régime, les participants se voient attribuer des « actions différées » qui sont essentiellement des actions fictives. Les actions différées attribuées aux administrateurs qui ne sont pas des dirigeants de la société sont acquises immédiatement à la date d'attribution et les actions différées attribuées à des membres du personnel de la société sont acquises uniformément sur une période de trois ans. Les actions différées sont rachetables advenant certains événements, et la société émettra à partir de son capital de nouvelles actions ordinaires dont le nombre sera égal au nombre d'actions différées qui ont été acquises.

Le taux de dividende déclaré par la société sur les actions qu'elle a émises est également appliqué aux actions différées. Le montant des dividendes sur les actions différées est converti en actions différées supplémentaires en fonction de la valeur de marché des actions de la société à la date du dividende. Ces actions différées supplémentaires sont acquises en même temps que les actions différées auxquelles le taux de dividende a été appliqué.

Les attributions aux termes du régime d'actions différées sont comptabilisées comme des transactions réglées en instruments de capitaux propres. Selon cette méthode, les actions différées attribuées sont évaluées à la date d'attribution, lorsque l'attribution est approuvée par le conseil d'administration de la société. La valeur à la date d'attribution est fondée sur le cours des actions de la société à la date d'attribution. Lorsque les actions différées sont acquises, la société comptabilise une charge et accroît les capitaux propres conformément au modèle d'acquisition des droits graduels, y compris une estimation des droits auxquels il sera renoncé.

Rémunération fondée sur des actions – Régime d'actionnariat salarié

Certains membres du personnel de la société participent à un régime de rémunération fondée sur des actions de la société. La juste valeur des actions à attribuer aux membres du personnel est comptabilisée en tant que charge de rémunération de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits applicable, déduction faite d'une estimation des droits auxquels il sera renoncé. Dans le cas d'une action attribuée à un membre du personnel admissible à la retraite à la date d'attribution, la juste valeur de l'action est comptabilisée en charge à la date d'attribution. Dans le cas d'une action attribuée à un membre du personnel qui deviendra admissible à la retraite pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur de l'action est comptabilisée en charge sur la période allant de la date d'attribution à la date à laquelle le membre du personnel devient admissible à la retraite.

Régimes de retraite

La société engage des coûts liés à des régimes de retraite à cotisations définies auxquels certains membres du personnel de Calm Air, Bearskin, Custom et Provincial participent. La société a pour méthode comptable de porter les cotisations en charges lorsqu'elles sont gagnées pendant la période au cours de laquelle les cotisations deviennent exigibles et sont comptabilisées dans les frais généraux et frais d'administration du secteur Aérospatiale et aviation. En 2017, la société a comptabilisé des coûts au titre de ses régimes de retraite à cotisations définies totalisant 3 790 \$ (3 033 \$ en 2016).

p) Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées selon la meilleure estimation faite par la société de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de la période de présentation de l'information financière, et sont actualisées lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif. La société procède à des évaluations pour identifier les contrats déficitaires, qui sont des contrats pour lesquels les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques à recevoir attendus du contrat et, s'il y a lieu, comptabilise des provisions au titre de ces contrats.

q) Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié sont ajoutés au coût de cet actif, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt en vue de son utilisation prévue. Les autres coûts d'emprunt sont tous comptabilisés en tant que charge d'intérêts dans l'état du résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

r) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement lorsque le contrat transfère la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété au preneur. Un contrat de location-financement donne lieu à une immobilisation corporelle amortissable et à un passif au titre des paiements futurs liés au contrat de location comptabilisé. Les autres contrats de location sont tous classés en tant que contrats de location simple, et le total des paiements au titre de la location est comptabilisé en charge sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

s) Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission des actions sont portés en déduction des capitaux propres.

t) Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires de la société sont comptabilisés dans les états financiers de la société dans la période au cours de laquelle ils sont déclarés.

u) Résultat par action

Le résultat de base par action (« RPA ») est obtenu en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le RPA après dilution est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de manière à refléter les instruments dilutifs. Les instruments de la société ayant un effet potentiellement dilutif se composent des débentures convertibles et des actions différées aux termes du régime d'actions différées de la société. L'effet dilutif des débentures convertibles est calculé selon la méthode de la conversion hypothétique.

v) Normes comptables publiées mais non encore en vigueur

Diverses nouvelles normes, modifications et interprétations sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, mais n'ont pas été appliquées lors de la préparation des présents états financiers consolidés. Celles qui concernent la société sont présentées ci-dessous. La société n'a pas l'intention d'adopter ces normes par anticipation, et elle poursuit l'évaluation des répercussions qu'aura leur adoption.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, une nouvelle norme qui fait état des étapes et du calendrier à suivre par les entités pour comptabiliser les produits des activités ordinaires et qui exige la présentation d'informations supplémentaires. IFRS 15 remplace IAS 11 – *Contrats de construction* et IAS 18 – *Produits des activités ordinaires*, ainsi que diverses interprétations de l'IFRIC et du SIC en ce qui concerne les produits des activités ordinaires. L'application d'IFRS 15 sera obligatoire pour la société à compter du 1^{er} janvier 2018, et une application anticipée est permise. La société a procédé à des évaluations qualitatives de l'incidence de l'adoption de cette norme en analysant les caractéristiques de tous les principaux contrats conclus avec des clients et sources de produits, et n'a relevé aucune différence notable. Sur le plan de la constatation des produits des activités ordinaires, les évaluations les plus complexes ont porté sur les contrats à long terme de la société. Selon ses analyses qualitatives, elle a conclu qu'aucun changement important ne sera requis puisque le contrôle est généralement transféré graduellement tout au long de leur durée et que le montant des coûts engagés à ce jour, en comparaison du total des coûts estimés des contrats, indique que les obligations de prestation sont remplies progressivement. Les autres méthodes de constatation des produits des activités ordinaires en vertu d'IFRS 15 devraient être conformes à celles actuellement utilisées pour les secteurs Fabrication et Aérospatiale et aviation. L'incidence quantitative sera établie avant la publication des états financiers intermédiaires du trimestre se terminant le 31 mars 2018. La société entend appliquer cette norme de manière rétrospective et en constater l'incidence cumulative comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018.

IFRS 16 – Contrats de location

IFRS 16 remplace IAS 17 – *Contrats de location* et les interprétations connexes. Le principe de base veut que le preneur comptabilise des actifs et des obligations au titre de tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent et une obligation locative représentant son obligation d'effectuer des paiements au titre de la location. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont initialement évalués à la valeur actualisée. L'évaluation comprend les paiements au titre de la location à effectuer pendant la durée non résiliable du contrat (y compris les paiements liés à l'inflation), et comprend également les paiements à effectuer pendant les périodes optionnelles si le preneur a la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation du contrat ou de ne pas exercer une option de résiliation du contrat. La nouvelle norme vise à donner une image fidèle des opérations de location, particulièrement celles pour lesquelles le preneur n'est pas tenu actuellement de comptabiliser un actif et une obligation au titre d'un contrat de location simple. Les principales obligations de la société aux termes de contrats de location simple ont trait à des biens immobiliers, et le total de ses engagements locatifs est présenté à la note 20. Compte tenu du montant de ces engagements, la société prévoit que les actifs au titre des droits d'utilisation et les obligations locatives figurant à son état consolidé de la situation financière augmenteront fortement. Cependant, elle n'a pas modélisé leur incidence potentielle sur son état du résultat net. La société ne s'attend pas à une hausse du résultat d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du

1^{er} janvier 2019, et l'application anticipée est permise pour les entités qui appliquent également IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La société continuera d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

4. RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENTS, CHARGES FINANCIÈRES ET AUTRES

La société présente, à titre de mesure conforme aux IFRS supplémentaire, le résultat d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres dans l'état consolidé du résultat net pour aider les utilisateurs à apprécier sa performance financière. La direction de la société et le conseil d'administration utilisent cette mesure pour évaluer les résultats d'exploitation consolidés et apprécier la capacité de la société de contracter et de rembourser des dettes. Cette mesure est également utilisée pour prendre des décisions d'exploitation, car elle fournit une indication de la performance de la société et du montant de trésorerie qu'elle génère et aide à déterminer s'il est nécessaire de procéder à de nouvelles réductions de coûts, évaluations du personnel et décisions en matière d'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres est considéré comme une mesure conforme aux IFRS supplémentaire et pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

5. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX

Pour préparer les états financiers consolidés, la direction doit porter des jugements aux fins de l'application de ses méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses quant à l'avenir. Les estimations et les autres jugements sont continuellement évalués et reposent sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont considérées comme raisonnables dans les circonstances. Les paragraphes qui suivent décrivent les jugements et les estimations comptables les plus importants auxquels la société a eu recours pour préparer les présents états financiers consolidés. Ces hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen continu. Les résultats réels pourraient différer de façon significative de ces estimations.

Estimations comptables

Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises de la société ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition en vertu de laquelle l'acquéreur ajoute dans son état de la situation financière la juste valeur estimée des actifs acquis et des passifs repris de l'entité acquise. Diverses hypothèses sont posées aux fins de la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris de l'entité acquise. Les hypothèses les plus importantes et celles qui nécessitent le plus le recours au jugement portent sur la juste valeur estimée des immobilisations incorporelles.

La contrepartie versée à l'acquisition d'une filiale est égale à la juste valeur des actifs transférés, des dettes contractées à l'égard des détenteurs antérieurs de la filiale et des titres de capitaux propres émis par la société. La contrepartie versée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle et toute contrepartie éventuelle à transférer par la société est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur du passif représentant la contrepartie éventuelle sont comptabilisées en résultat net. Une contrepartie éventuelle classée dans les capitaux propres n'est pas réévaluée, et son règlement ultérieur est comptabilisé dans les capitaux propres.

Les immobilisations incorporelles acquises qui exigent le recours à des estimations comptables cruciales lors de leur comptabilisation initiale sont les contrats conclus avec des clients, les relations-clients, les listes de clients, le carnet de commandes, les certifications, les droits de propriété intellectuelle à l'égard de logiciels et les noms commerciaux. La société utilise la méthode des bénéfices excédentaires pour déterminer la juste valeur des immobilisations incorporelles liées à la clientèle (exception faite des noms commerciaux). Selon cette technique d'évaluation, les immobilisations incorporelles sont évaluées en capitalisant les bénéfices qui excèdent le montant raisonnable des bénéfices qui serait dégagé des immobilisations corporelles utilisées pour générer les bénéfices. Des hypothèses importantes doivent être posées, entre autres, aux fins de la détermination des produits des activités ordinaires projetés, des flux de trésorerie, des taux de fidélisation de la clientèle, des taux d'actualisation et des taux d'impôt sur le résultat moyen prévus. La société a utilisé la méthode de l'exonération des redevances pour déterminer la juste valeur des immobilisations incorporelles liées aux noms commerciaux et à la propriété intellectuelle à l'égard de logiciels selon laquelle l'évaluation des immobilisations incorporelles repose sur la valeur actualisée des flux de trésorerie après impôt attendus liés aux redevances, établies en fonction d'un

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

accord de licence hypothétique. Les hypothèses importantes comprennent, entre autres, la détermination des produits des activités ordinaires projetés, le taux de redevances, les taux d'actualisation et les taux d'impôt sur le résultat moyen prévus.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats à long terme

Les produits des activités ordinaires et le résultat tiré des contrats de construction à forfait sont déterminés selon la méthode de l'avancement des travaux, en fonction du ratio des coûts réellement engagés à la date considérée par rapport au total des coûts estimés. La société suit un processus selon lequel la direction examine périodiquement le degré d'avancement de chaque projet et les coûts d'achèvement estimés sont mis à jour, au besoin. Il peut toutefois arriver que le profit dégagé sur un contrat diffère de façon importante des estimations établies antérieurement en raison de changements imprévus dans la nature ou le coût des travaux à effectuer ou des facteurs de performance. S'appuyant sur son expérience, la direction est d'avis que ses systèmes de gestion et ses contrôles comptables actuels permettent à la société d'établir des estimations fiables dans l'ensemble du total des produits des activités ordinaires et des coûts des contrats pendant n'importe quelle période comptable. Néanmoins, de nombreux facteurs peuvent changer (et changent) pendant la période au cours de laquelle un contrat est exécuté, ce qui peut faire que la rentabilité d'un contrat varie d'une période de présentation de l'information financière à l'autre. Parmi les facteurs qui peuvent modifier l'estimation du total des produits tirés des contrats et des coûts des contrats, on compte des différences dans l'état des chantiers (dans la mesure où le contrat ne prévoit aucun recours), la disponibilité d'une main-d'œuvre contractuelle compétente, la livraison des matériaux importants par les fournisseurs dans les délais prévus, la performance des sous-traitants importants, des conditions météorologiques inhabituelles et l'exactitude des estimations établies dans les devis initiaux. Des contrats à forfait sont conclus par les secteurs Fabrication et Aérospatiale et aviation de la société, particulièrement dans le cadre des activités de WestTower, Stainless, Quest et Provincial.

Comme la société est toujours partie à plusieurs contrats en même temps, ces changements d'estimations peuvent se compenser entre eux, sans compromettre la rentabilité globale. Toutefois, les changements touchant les estimations de coûts dans le cas des projets de construction plus complexes et de plus grande envergure peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés de la société et sont reflétés dans les résultats d'exploitation dès que la société en prend connaissance.

Un ordre de modification découle d'un changement touchant l'étendue des travaux à effectuer par rapport à ce qui était prévu dans le contrat signé à l'origine. Les ordres de modification dont le prix n'a pas été établi sont des ordres de modification qui ont été approuvés pour ce qui concerne l'étendue, mais dont le prix n'a pas été approuvé. Dans le cas de ces ordres de modification, les produits des activités ordinaires tirés des contrats sont comptabilisés à hauteur des coûts engagés ou à hauteur du montant dont le recouvrement est probable si ce montant est moins élevé. Par conséquent, dans la mesure où les coûts réellement recouverts diffèrent des recouvrements de coûts attendus, il peut y avoir des variations importantes des produits des activités ordinaires et de la rentabilité d'une période de présentation de l'information financière à l'autre.

Les réclamations sont les montants en excédent du prix convenu par contrat ou les montants qui ne sont pas inclus dans le prix contractuel initial que la société tente de percevoir auprès des clients ou d'autres parties en raison de retards causés par le client, d'erreurs dans les spécifications et la conception, de la résiliation de contrats, d'ordres de modification faisant l'objet d'un différend ou dont ni l'étendue ni le prix n'ont été approuvés, ou d'autres facteurs ayant entraîné des coûts supplémentaires imprévus. Conformément à la méthode comptable de la société, les réclamations ne sont comptabilisées en produits des activités ordinaires que lorsque le règlement est probable. Il se peut donc que la société doive comptabiliser au cours d'une période des coûts importants au titre des contrats qui sont liés à des produits des activités ordinaires qui seront comptabilisés dans une période ultérieure. Compte tenu des estimations comptables cruciales susmentionnées qui portent sur la comptabilisation des contrats de construction, y compris les ordres de modification et les réclamations, il est raisonnablement possible, compte tenu des connaissances actuelles, que les résultats obtenus dans le prochain exercice ou un exercice ultérieur diffèrent des estimations et des hypothèses utilisées et requièrent un ajustement significatif des produits des activités ordinaires et/ou de la valeur comptable de l'actif ou du passif touché. La société n'est pas en mesure de quantifier l'incidence potentielle sur les résultats financiers consolidés d'un changement d'estimation intervenant dans le calcul des produits des activités ordinaires.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Amortissement des actifs à long terme

La société établit des estimations en ce qui concerne la durée d'utilité et la valeur résiduelle attendues des actifs à long terme en s'appuyant sur la juste valeur actuelle estimée de ces actifs, sur ses plans relativement à sa flotte d'aéronefs et sur les flux de trésorerie qu'elle s'attend à tirer de ces actifs. Les changements touchant ces estimations, qui peuvent être importants, peuvent découler de divers facteurs, notamment des modifications aux programmes de maintenance, des changements dans l'utilisation des aéronefs, des fluctuations des prix de marché des aéronefs du même type ou de type similaire, et des variations dans l'utilisation des autres appareils et bâtiments importants utilisés aux fins de fabrication. Les estimations et les hypothèses sont évaluées au moins une fois l'an. Généralement, ces ajustements sont comptabilisés comme des changements d'estimation, de façon prospective, par imputation aux amortissements. Aux fins de l'analyse de sensibilité de ces estimations, une réduction de 50 % de la valeur résiduelle des aéronefs de la société dont la durée d'utilité restante est de plus de cinq ans au 31 décembre 2017 entraînerait une augmentation d'environ 8 658 \$ (8 010 \$ en 2016) de la dotation aux amortissements annuelle. Pour ce qui concerne les aéronefs de la société dont la durée d'utilité restante est plus courte et les autres appareils et bâtiments importants utilisés aux fins de la fabrication, les valeurs résiduelles ne devraient pas changer de façon importante.

Dépréciation des actifs à long terme

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis. Le goodwill et toutes les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Le test de dépréciation appliqué aux actifs à long terme consiste en une comparaison de la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») et de sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'actif ou de l'UGT et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable est prévue à partir de la meilleure estimation de la direction, établie en fonction des hypothèses qui seraient posées par les intervenants du marché et en tenant compte des plans d'exploitation historiques et attendus, des stratégies actuelles, de la conjoncture économique et des perspectives générales pour les secteurs d'activité et les marchés dans lesquels les UGT exercent leurs activités.

Aux fins de l'établissement de la valeur recouvrable, la juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée en fonction des multiples de BAIIA fondés sur les prévisions financières préparées par la direction (niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs).

Immobilisations incorporelles

La valeur recouvrable des UGT est fondée sur une valeur d'utilité calculée au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés qui oblige la direction à poser un certain nombre d'hypothèses importantes en ce qui concerne les plans d'exploitation futurs, les taux d'actualisation et les taux de croissance futurs. Ces hypothèses comprennent le coût moyen pondéré du capital avant impôt de la société à la date d'évaluation (niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs). La direction a préparé des estimations des flux de trésorerie pour une période de trois ans qui sont extrapolées au moyen de taux de croissance à l'infini estimés variant de 2,5 % à 5,0 % et de taux d'actualisation (avant impôt) variant de 16 % à 18 %.

D'après l'évaluation effectuée au 31 décembre 2017, la société a déterminé que ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne se sont pas dépréciées.

Goodwill

La valeur recouvrable des UGT auxquelles le goodwill a été attribué a été calculée en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, à l'aide des multiples de BAIIA établis à partir de l'évaluation par la société des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient.

La société a utilisé son BAIIA prévisionnel établi à partir de son budget approuvé et sa meilleure estimation des multiples de BAIIA que les intervenants du marché utiliseraient (niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs). Le multiple de BAIIA utilisé était de 7,5 fois (7,5 fois en 2016) pour le secteur Aérospatiale et aviation et de 7,0 fois (7,0 fois en 2016) pour le secteur Fabrication.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La société a conclu qu'il n'y avait pas de perte de valeur des UGT auxquelles le goodwill a été attribué par suite de l'évaluation faite au 31 décembre 2017.

Impôt différé

La société est assujettie à l'impôt sur le résultat au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Des jugements importants doivent être portés pour déterminer la charge d'impôt. L'impôt qui devra être payé en définitive demeure incertain pour de nombreuses transactions et de nombreux calculs. La société maintient des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui selon elle reflètent de façon appropriée le risque auquel elle est exposée au titre des positions fiscales en question, du contrôle fiscal, des litiges avec une administration fiscale ou des appels auprès d'une administration fiscale, ou qui sont autrement considérées comme comportant des incertitudes. Ces provisions sont constituées en fonction de la meilleure estimation du montant que la société s'attend à payer d'après une appréciation qualitative de tous les facteurs pertinents. La société évalue périodiquement ces provisions pour déterminer si elles sont adéquates à la fin de la période de présentation de l'information financière. Il peut toutefois arriver que les contrôles fiscaux réalisés par une administration fiscale donnent lieu à un passif supplémentaire à une date future. Dans les cas où le montant de l'impôt à payer en définitive au titre de ces questions diffère des montants qui ont été comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et d'impôt différé de la période au cours de laquelle les différences seront établies.

Jugements comptables cruciaux

Évaluation et présentation des immobilisations corporelles et des stocks

La société peut acheter certains aéronefs et certaines composantes d'aéronefs dans le cadre de l'activité normale de Regional One. Dans ces cas, elle doit apprécier si les aéronefs et les moteurs doivent être comptabilisés en tant que stocks ou en tant qu'immobilisations corporelles, selon l'utilisation qu'elle prévoit faire des actifs, y compris la capacité de louer ces immobilisations corporelles à des clients. Cette évaluation se fonde sur les temps de cycle disponibles des composantes d'aéronefs et la possibilité que les actifs soient utilisés pendant plus d'une période. Si c'est le cas, ils sont classés en tant qu'immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité, à partir du moment où ils sont prêts à être mis en service et peuvent être exploités de la manière prévue par la direction. La société passe en revue ses immobilisations corporelles périodiquement pour déterminer si des reclassements sont requis entre les immobilisations corporelles et les stocks.

Dans le cours normal de ses activités, Regional One peut acquérir des aéronefs complets ou des composantes d'aéronefs qui sont démontés en pièces pouvant être vendues séparément. Regional One détermine la valeur comptable de ses stocks en utilisant le coût sur les ventes moyen, établi selon les prix de vente prévus. En conséquence, la valeur comptable des stocks et la comptabilisation du coût des ventes connexe exigent des estimations en ce qui a trait aux marges que Regional One réalisera éventuellement sur ses pièces. La société suit un processus selon lequel ces estimations et leur vraisemblance sont examinées périodiquement, et les stocks sous-jacents peuvent être évalués par un tiers. Il peut toutefois arriver que les ratios moyens du coût sur le prix de vente estimés diffèrent de façon importante des estimations établies antérieurement en raison de changements imprévus dans les conditions du marché ou d'autres facteurs. En s'appuyant sur son expérience dans le secteur d'activité, la direction est d'avis que ses systèmes de gestion et ses contrôles comptables actuels permettent à la société d'établir des estimations fiables dans l'ensemble de la valeur comptable des stocks et du coût des ventes connexe. Néanmoins, de nombreux facteurs peuvent changer (et changent) pendant la durée de vie d'une composante, ce qui peut donner lieu à une variation des estimations du futur coût sur les ventes moyen. Parmi les facteurs qui peuvent changer, on compte les changements importants dans l'utilisation à l'échelle mondiale de certains types d'aéronefs dans lesquels les pièces sont utilisées, la disponibilité des pièces auprès du fabricant de matériel original ou sur le marché secondaire, et les variations dans les directives en matière de navigabilité établies par les autorités en aviation. Ces changements peuvent modifier l'offre et la demande liées aux stocks de pièces de Regional One, si bien qu'il est possible que les résultats du prochain exercice diffèrent des estimations et des hypothèses établies, ce qui pourrait entraîner une dépréciation des stocks ou une diminution du coût sur les ventes moyen dégagé sur les ventes futures.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

6. ACQUISITIONS

Acquisition de Quest

Le 14 novembre 2017, la société a acquis la totalité des actifs de Quest Window Systems Inc. (« Quest »). Quest, dont le siège social est situé à Mississauga, en Ontario, fabrique des systèmes muraux de fenêtres regroupées qui sont principalement utilisés dans le cadre de projets de construction de tours d'habitation au Canada et aux États-Unis. Le tableau suivant présente les composantes de la contrepartie qui a été versée afin d'acquérir Quest.

Contrepartie versée	
Trésorerie	73 017 \$
Émission de 377 500 actions de la société au prix de 32,09 \$ chacune	12 114
Ajustement estimatif du fonds de roulement	(1 175)
Contrepartie éventuelle – indexation sur le résultat	13 889
Total du prix d'acquisition	97 845 \$

La répartition du prix d'acquisition, qui est pour le moment provisoire, sera calculée de manière définitive au cours du premier trimestre de 2018, soit au moment du règlement du fonds de roulement et des autres ajustements postérieurs à la clôture. Le tableau qui suit indique la répartition provisoire du prix d'acquisition.

Juste valeur des actifs acquis	
Créances d'exploitation	25 013 \$
Stocks	8 919
Charges payées d'avance et acomptes	328
Immobilisations corporelles	5 032
Immobilisations incorporelles	37 840
	77 132
Moins la juste valeur des passifs repris :	
Dettes d'exploitation et charges à payer	11 468
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	65 664
Goodwill	32 181
Total du prix d'acquisition	97 845 \$

La société est en train d'établir la répartition définitive du prix d'acquisition et prévoit l'achever au cours du premier trimestre de 2018. Selon la répartition provisoire et sous réserve des modifications pouvant y être apportées, il a été établi que les immobilisations incorporelles, y compris les noms commerciaux, les relations-clients et le carnet de commandes, se chiffraient à 37 840 \$. Le goodwill représente le personnel qualifié, la possibilité d'expansion dans d'autres régions et la rentabilité de l'entreprise qui a été acquise.

Acquisition de CarteNav

Le 8 août 2016, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de CarteNav Solutions Inc. (« CarteNav »). CarteNav, dont le siège social est situé à Halifax, en Nouvelle-Écosse, est un concepteur de logiciels offrant des solutions logicielles de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (« RSR ») et de connaissance situationnelle pour des environnements maritimes, terrestres et aériens à des clients des secteurs de la défense, de la sécurité et du secteur privé. CarteNav est un complément stratégique aux activités aérospatiales de Provincial et, depuis la clôture de la transaction, est une filiale entièrement détenue de Provincial.

Contrepartie versée	
Trésorerie	11 334 \$
Règlement définitif du fonds de roulement	351
Contrepartie éventuelle – indexation sur le résultat	2 166
Total du prix d'acquisition	13 851 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le total du prix d'acquisition, y compris la juste valeur de l'indexation sur le résultat, s'est établi à 13 851 \$. Ce prix comprend un montant de 11 334 \$ en trésorerie versé à la clôture, la juste valeur de l'indexation sur le résultat de 2 166 \$ devant être versée aux vendeurs ainsi que le règlement définitif du fonds de roulement de 351 \$. Le bilan de l'acquisition comprend la juste valeur du passif au titre de la clause d'indexation sur le résultat de 910 \$ versée aux porteurs d'options précédents de CarteNav dont la participation a pris fin avant la clôture de l'acquisition. L'indexation maximale est de 900 \$ par année sur cinq ans et n'est versée aux vendeurs et aux porteurs d'options précédents que si certains seuils de BAIIA sont dépassés. Le goodwill global comptabilisé pour CarteNav s'est élevé à 11 590 \$ et le montant des immobilisations incorporelles acquises a totalisé 5 540 \$.

Du montant de 5 540 \$ d'immobilisations incorporelles acquises, une tranche de 2 900 \$ a été attribuée aux relations-clients, une tranche de 1 400 \$ a été attribuée à la propriété intellectuelle à l'égard de logiciels, une tranche de 1 000 \$ a été attribuée aux noms commerciaux et une tranche de 240 \$ a été attribuée au carnet de commandes. Les relations-clients, le carnet de commandes et la propriété intellectuelle à l'égard de logiciels sont tous amortissables, tandis que les noms commerciaux sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée.

Acquisition de Team J.A.S.

Le 4 novembre 2016, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Team J.A.S., Inc. (« Team J.A.S. »), société américaine établie à Jacksonville, en Floride. Team J.A.S. est un fournisseur de premier plan de pièces, de services et de capacités de maintenance, de réparation et de révision aux exploitants d'appareils Twin Otter dans le monde entier. Team J.A.S. est un complément stratégique aux activités de Regional One qui ajoute une nouvelle plateforme de produits, à savoir les appareils Twin Otter, et de nouvelles capacités en tant que fabricant de pièces homologué et atelier de réparation aux termes de la partie 145 de la réglementation de la Federal Aviation Administration.

Contrepartie versée	
Trésorerie	10 809 \$
Règlement définitif du fonds de roulement	151
Émission de 50 765 actions de la société au prix de 35,64 \$ chacune	1 809
Total du prix d'acquisition	12 769 \$

Le total du prix d'acquisition a été de 9 539 \$ US (12 769 \$) et il a compris un montant en trésorerie de 8 075 \$ US (10 809 \$) versé à la clôture, un montant de 1 352 \$ US (1 809 \$) en actions de la société et un montant de 112 \$ US (151 \$) au titre du règlement du fonds de roulement. Le goodwill global comptabilisé pour Team J.A.S. s'est établi à 929 \$ US (1 244 \$).

Le tableau qui suit présente un sommaire de la juste valeur des actifs nets acquis de CarteNav et de Team J.A.S. au moment des transactions.

Juste valeur des actifs acquis (CarteNav et Team J.A.S.)	
Trésorerie	4 228 \$
Créances d'exploitation	2 678
Stocks	4 897
Charges payées d'avance	181
Immobilisations corporelles	4 355
Immobilisations incorporelles	5 540
	21 879
Moins la juste valeur des passifs repris :	
Dettes d'exploitation et charges à payer	4 700
Impôt à payer	534
Produits différés	1 948
Impôt différé	911
	8 093
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	13 786
Goodwill	12 834
Total du prix d'acquisition	26 620 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

7. STOCKS

Les stocks des filiales en exploitation de la société sont classés comme suit :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Pièces et autres fournitures	38 993 \$	32 327 \$
Pièces d'aéronefs destinées à la revente	101 908	68 407
Matières premières	27 497	21 091
Travaux en cours	5 701	3 628
Produits finis	4 298	4 401
Total des stocks	178 397 \$	129 854 \$

Au cours de l'exercice 2017, des stocks du secteur Aérospatiale et aviation d'une valeur de 86 778 \$ (64 125 \$ en 2016) ont été comptabilisés en tant que charge d'exploitation directe, et des stocks du secteur Fabrication d'une valeur de 52 988 \$ (39 684 \$ en 2016) ont été comptabilisés en charges en tant que coût des ventes.

8. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs de la société se composent des éléments suivants :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dépôts de garantie à long terme	1 131 \$	- \$
Créances liées à des contrats de location-financement à long terme	4 068	3 762
Participations comptabilisées selon la méthode la mise en équivalence	14 306	6 349
Autres participations – à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 963	4 478
Prêt à NGC	4 102	-
Total des autres actifs	25 570 \$	14 589 \$

Au 31 décembre 2017, la société avait acquis deux participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans des entités non cotées. Les participations de la société dans ces entités s'élevaient à 33 % et 49 % et leur valeur comptable se chiffrait respectivement à 7 070 \$ (néant en 2016) et à 7 236 \$ (3 583 \$ en 2016) au 31 décembre 2017. En outre, durant l'exercice, la société s'est départie d'une participation comptabilisée selon cette même méthode et dont la valeur comptable s'élevait à 2 766 \$ au 31 décembre 2016. La date de clôture des deux entités dans lesquelles la société détient ces participations est le 31 décembre. L'actif total de ces entités s'élevait à 49 895 \$ et leur passif total, à 12 710 \$ au 31 décembre 2017. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ces entités ont comptabilisé des produits des activités ordinaires de 48 241 \$ et un résultat net de 8 531 \$. Ces participations, dont la juste valeur de marché n'est pas disponible, sont présentées à l'élément « Participations comptabilisées selon la méthode la mise en équivalence » figurant dans le tableau ci-dessus.

La société détient une participation dans une entité non cotée qu'elle a comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La participation détenue par la société s'élève à 14,29 %. Au 31 décembre 2017, l'entité avait une valeur comptable de 1 963 \$ (4 478 \$ en 2016) et elle possède plusieurs actifs dans le secteur de l'aviation.

Air Borealis

Le 18 juin 2017, PAL Airlines a élargi son partenariat avec les Autochtones du Labrador afin d'y inclure l'Innu Development Limited Partnership (« IDLP ») et Nunatsiavut Group of Companies (« NGC »). Le nouveau partenariat fournit des services aériens, principalement dans la région du Labrador, sous la marque Air Borealis. Les trois partenaires possèdent des participations et une représentation au sein du conseil égales. Les services aériens fournis par Air Borealis l'étaient auparavant par Innu Mikun et Air Labrador. PAL Airlines a cédé sa participation existante dans Innu Mikun en la remettant au nouveau partenariat en contrepartie d'une participation d'un tiers dans celui-ci. De même, IDLP a cédé sa participation dans Innu Mikun et NGC a versé un montant en trésorerie et cédé sa participation dans Air Labrador. La société a comptabilisé un profit hors trésorerie de 5 585 \$ à la cession de sa participation dans Innu Mikun. Le profit a été déterminé aux termes des IFRS en comparant la valeur comptable de sa participation antérieure à son pourcentage de la juste valeur des actifs nets cédés par les autres partenaires. Sa participation dans

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Innu Mikun a, par conséquent, été décomptabilisée et sa nouvelle participation a été comptabilisée à un montant correspondant à la valeur comptable originale du partenariat, majorée du profit. Les coûts associés à cette transaction ont été passés en charges et déduits du profit hors trésorerie à l'état du résultat net. Dans le cadre de cette transaction, la société a effectué un prêt de 5 100 \$ à NGC, dont le solde était de 4 102 \$ au 31 décembre 2017. Ce prêt porte intérêt et est remboursable au cours des cinq prochaines années.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles de la société s'établissent comme suit :

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2017 Valeur comptable nette
Terrains	8 254 \$	- \$	8 254 \$
Bâtiments	116 900	25 926	90 974
Cellules d'aéronefs	265 895	83 958	181 937
Moteurs d'aéronefs	165 093	67 192	97 901
Hélices et rotors d'aéronefs	39 441	14 381	25 060
Trains d'atterrissage d'aéronefs	31 278	7 409	23 869
Pièces de rechange d'aéronefs	39 083	11 145	27 938
Matériel	110 233	73 587	36 646
Autres	9 858	7 336	2 522
Améliorations locatives	10 876	5 611	5 265
	796 911	296 545	500 366
Actifs à louer à des tiers (aéronefs et moteurs)	332 861	36 651	296 210
Total	1 129 772 \$	333 196 \$	796 576 \$

	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Entrées/Virements	Sorties	Exercice clos le 31 décembre 2017 Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Valeur comptable nette							
Terrains	8 313 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(59) \$	8 254 \$
Bâtiments	92 301	-	2 593	(4)	(3 718)	(198)	90 974
Cellules d'aéronefs	139 926	-	65 834	(2 532)	(21 291)	-	181 937
Moteurs d'aéronefs	85 588	-	42 486	(3 105)	(27 068)	-	97 901
Hélices et rotors d'aéronefs	20 513	-	11 082	(797)	(5 738)	-	25 060
Trains d'atterrissage d'aéronefs	17 581	-	10 004	(944)	(2 772)	-	23 869
Pièces de rechange d'aéronefs	27 123	-	5 366	(12)	(4 539)	-	27 938
Matériel	33 260	4 532	7 981	(71)	(9 331)	275	36 646
Autres	2 517	30	1 251	(21)	(925)	(330)	2 522
Améliorations locatives	4 776	470	699	-	(617)	(63)	5 265
	431 898	5 032	147 296	(7 486)	(75 999)	(375)	500 366
Actifs à louer à des tiers (aéronefs et moteurs)	262 095	-	118 307	(31 154)	(32 557)	(20 481)	296 210
Total	693 993 \$	5 032 \$	265 603 \$	(38 640) \$	(108 556) \$	(20 856) \$	796 576 \$

Au cours de l'exercice, la société a procédé à des virements, depuis les immobilisations corporelles aux stocks, d'un montant net de 9 887 \$ (1 382 \$ depuis les stocks aux immobilisations corporelles au 31 décembre 2016). La société retire des immobilisations corporelles du portefeuille de contrats de location et les vire aux stocks en vue de la division de leurs composantes et de leur revente lorsqu'elle juge cette opération avantageuse compte tenu du cycle de vie normal des aéronefs plus vieux. En outre, la société peut virer des actifs depuis les stocks aux immobilisations corporelles pour en comptabiliser le coût au titre de l'un de ses aéronefs en exploitation. Le montant net de ces virements est présenté dans la colonne « Entrées/Virements ».

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2016 Valeur comptable nette
Terrains	8 313 \$	- \$	8 313 \$
Bâtiments	114 604	22 303	92 301
Cellules d'aéronefs	210 743	70 817	139 926
Moteurs d'aéronefs	136 919	51 331	85 588
Hélices et rotors d'aéronefs	31 976	11 463	20 513
Trains d'atterrissage d'aéronefs	23 330	5 749	17 581
Pièces de rechange d'aéronefs	35 642	8 519	27 123
Matériel	99 836	66 576	33 260
Autres	9 182	6 665	2 517
Améliorations locatives	9 882	5 106	4 776
	680 427	248 529	431 898
Actifs à louer à des tiers (aéronefs et moteurs)	296 561	34 466	262 095
Total	976 988 \$	282 995 \$	693 993 \$

	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Entrées/Virements	Sorties	Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Terrains	7 425 \$	885 \$	- \$	- \$	- \$	3 \$	8 313 \$
Bâtiments	91 861	3 094	1 035	(169)	(3 530)	10	92 301
Cellules d'aéronefs	130 951	-	27 324	(78)	(18 271)	-	139 926
Moteurs d'aéronefs	79 785	-	22 390	(122)	(16 465)	-	85 588
Hélices et rotors d'aéronefs	17 676	-	7 694	(236)	(4 621)	-	20 513
Trains d'atterrissage d'aéronefs	18 328	-	2 310	(3)	(3 054)	-	17 581
Pièces de rechange d'aéronefs	30 579	-	2 535	(388)	(5 603)	-	27 123
Matériel	35 578	325	7 824	(380)	(10 028)	(59)	33 260
Autres	1 927	46	1 195	-	(710)	59	2 517
Améliorations locatives	4 397	5	1 033	-	(625)	(34)	4 776
	418 507	4 355	73 340	(1 376)	(62 907)	(21)	431 898
Actifs à louer à des tiers (aéronefs et moteurs)	124 122	-	192 363	(33 331)	(19 409)	(1 650)	262 095
Total	542 629 \$	4 355 \$	265 703 \$	(34 707) \$	(82 316) \$	(1 671) \$	693 993 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

Les tableaux suivants présentent un sommaire des immobilisations incorporelles de la société aux 31 décembre 2017 et 2016.

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2017 Valeur comptable nette
Immobilisations à durée indéterminée			
Marques de commerce	72 623 \$	- \$	72 623 \$
Immobilisations à durée déterminée			
Contrats avec des clients et relations-clients	58 946	31 391	27 555
Ententes de non-concurrence	854	854	-
Certifications	8 951	465	8 486
Systèmes informatisés	6 682	2 168	4 514
Carnet de commandes	24 555	6 480	18 075
Autres	6 258	1 805	4 453
Total	178 869 \$	43 163 \$	135 706 \$

	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Entrées	Sorties	Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Valeur comptable nette							
Immobilisations à durée indéterminée							
Marques de commerce	60 359 \$	13 400 \$	- \$	- \$	- \$	(1 136) \$	72 623 \$
Immobilisations à durée déterminée							
Contrats avec des clients et relations-clients	28 750	6 700	-	-	(7 799)	(96)	27 555
Ententes de non-concurrence	7	-	-	-	(7)	-	-
Certifications	8 547	-	-	-	(60)	(1)	8 486
Systèmes informatisés	3 532	-	1 846	-	(864)	-	4 514
Carnet de commandes	1 264	17 740	-	-	(929)	-	18 075
Autres	4 818	-	373	-	(738)	-	4 453
Total	107 277 \$	37 840 \$	2 219 \$	- \$	(10 397) \$	(1 233) \$	135 706 \$

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2016 Valeur comptable nette
Immobilisations à durée indéterminée			
Marques de commerce	60 359 \$	- \$	60 359 \$
Immobilisations à durée déterminée			
Contrats avec des clients et relations-clients	52 342	23 592	28 750
Ententes de non-concurrence	854	847	7
Certifications	9 306	759	8 547
Systèmes informatisés	4 836	1 304	3 532
Carnet de commandes	6 815	5 551	1 264
Autres	5 887	1 069	4 818
Total	140 399 \$	33 122 \$	107 277 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Valeur comptable nette	Exercice clos le 31 décembre 2016						
	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Entrées	Sorties	Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Immobilisations à durée indéterminée							
Marques de commerce	59 892 \$	1 000 \$	- \$	- \$	- \$	(533) \$	60 359 \$
Immobilisations à durée déterminée							
Contrats avec des clients et relations-clients	33 726	2 900	-	-	(7 723)	(153)	28 750
Ententes de non-concurrence	74	-	-	-	(66)	(1)	7
Certifications	8 624	-	-	-	(74)	(3)	8 547
Systèmes informatisés	1 592	1 400	1 282	-	(742)	-	3 532
Carnet de commandes	3 432	240	-	-	(2 408)	-	1 264
Autres	5 473	-	79	-	(734)	-	4 818
Total	112 813 \$	5 540 \$	1 361 \$	- \$	(11 747) \$	(690) \$	107 277 \$

La société a des immobilisations incorporelles à durée indéterminée au titre de marques de commerce liées aux activités de Bearskin, Calm Air, Custom, Water Blast, Water Blast Dakota, WesTower CDA, Regional One, Provincial, Ben Machine, CarteNav et Quest. Ces entités ont toutes un nom de marque emblématique de la qualité des biens ou services qu'elles offrent à leurs clients et de la rigueur de leurs normes de sécurité.

Goodwill	2017	2016
Solde à l'ouverture de l'exercice	259 887 \$	249 213 \$
Goodwill découlant d'acquisitions d'entreprises	32 181	12 541
Ajustement d'évaluation durant l'exercice – règlement de fonds de roulement	158	-
Conversion du goodwill des établissements à l'étranger (Stainless, Regional One, Water Blast Dakota et Team J.A.S.)	(3 945)	(1 867)
Solde à la clôture de l'exercice	288 281 \$	259 887 \$

Selon la méthode de conversion des monnaies étrangères utilisée aux fins de la consolidation des comptes de Stainless, Water Blast Dakota, Regional One et Team J.A.S. décrite à la note 3e), les soldes de goodwill comptabilisés par Stainless (14 751 \$ US), Water Blast Dakota (476 \$ US), Regional One (30 105 \$ US) et Team J.A.S. (929 \$ US) sont évalués au cours de change en vigueur à la date de clôture. Le goodwill varie donc au gré des fluctuations du dollar canadien (la monnaie de présentation) par rapport au dollar américain.

La société a effectué son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée au 31 décembre 2017 en s'appuyant sur les meilleures estimations de la direction quant aux hypothèses des intervenants du marché, y compris le coût moyen pondéré du capital. Les prévisions sont établies à partir de la meilleure estimation de la direction, en utilisant les hypothèses qui seraient posées par les intervenants du marché compte tenu des plans d'exploitation historiques et attendus, des stratégies actuelles, de la conjoncture économique et des perspectives générales pour les secteurs d'activité et les marchés dans lesquels les UGT exercent leurs activités.

Au 31 décembre 2017, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ne s'étaient pas dépréciés selon l'appréciation faite par la direction (note 5).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

11. DETTE À LONG TERME ET CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Le tableau qui suit présente un sommaire de la dette à long terme et des contrats de location-financement de la société aux 31 décembre 2017 et 2016.

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Facilité à terme renouvelable :		
Montants prélevés en dollars canadiens	109 700 \$	217 300 \$
Montants prélevés en dollars américains (351 230 \$ US et 169 900 \$ US, respectivement)	440 618	228 125
Total du solde de la facilité de crédit, valeur du capital	550 318	445 425
Moins : coûts de transaction non amortis	(1 707)	(1 087)
Moins : escompte non amorti sur les acceptations bancaires en cours	(103)	(163)
Facilité de crédit nette	548 508	444 175
Contrats de location-financement	2 113	2 154
Total de la facilité de crédit nette et des contrats de location-financement	550 621	446 329
Moins : partie courante des contrats de location-financement	(1 170)	(1 069)
Dettes à long terme et contrats de location-financement	549 451 \$	445 260 \$

La facilité de crédit est garantie par une sûreté générale grevant les actifs de la société, sous réserve des modalités, conditions, clauses restrictives et autres dispositions d'usage, et elle est assortie à la fois de clauses restrictives de nature financière et d'engagements de ne pas faire. La société respectait toutes les clauses restrictives de nature financière et tous les engagements de ne pas faire au 31 décembre 2017.

Au cours de l'exercice clos à cette date, la société a conclu une entente concernant la modification des modalités de sa facilité de crédit. Les modifications ont compris une augmentation de son montant, lequel est passé de 550 000 \$ à 750 000 \$, et le report de son échéance au mois de mars 2021. Cette facilité de crédit est constituée d'un montant de 695 000 \$ attribué au siège social canadien de la société et d'un autre montant de 55 000 \$ US attribué à EIIIF Management USA Inc. Les emprunts sur la facilité peuvent être libellés en dollars canadiens ou américains.

La charge d'intérêts comptabilisée par la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 relativement à la dette à long terme et aux contrats de location-financement s'est établie à 18 177 \$ (12 549 \$ en 2016).

Facilité de crédit

Le tableau qui suit fait état de l'historique de la dette à long terme pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

	Exercice clos le 31 décembre 2017				
	Solde d'ouverture	Prélèvements	Rembour- sements	Écarts de conversion	Solde de clôture
Montants prélevés sur la facilité de crédit					
Partie en dollars canadiens	217 300 \$	284 200 \$	(391 800) \$	- \$	109 700 \$
Partie en dollars américains	228 125	551 192	(311 782)	(26 917)	440 618
	445 425 \$				550 318 \$

	Exercice clos le 31 décembre 2016				
	Solde d'ouverture	Prélèvements	Rembour- sements	Écarts de conversion	Solde de clôture
Montants prélevés sur la facilité de crédit					
Partie en dollars canadiens	248 000 \$	118 300 \$	(149 000) \$	- \$	217 300 \$
Partie en dollars américains	56 799	206 767	(35 614)	173	228 125
	304 799 \$				445 425 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Contrats de location-financement

La société loue des véhicules auprès d'un tiers en vertu de contrats de location-financement qui expirent à diverses dates jusqu'à la fin de l'exercice 2020. Les actifs et les passifs au titre de contrats de location-financement sont comptabilisés au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de la juste valeur de l'actif. Les taux d'intérêt sur les contrats de location-financement varient de 4 % à 7 %.

Le tableau qui suit fait état de l'historique des contrats de location-financement en cours pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et la période comparative de 2016.

	2017			
	Solde d'ouverture	Repris/ Conclus	Rembour- sements/Sortie s	Solde de clôture
Contrats de location-financement	2 154 \$	800 \$	(841) \$	2 113 \$

	2016			
	Solde d'ouverture	Repris/ Conclus	Rembour- sements/ Sorties	Solde de clôture
Contrats de location-financement	2 231 \$	1 001 \$	(1 078) \$	2 154 \$

Les paiements minimaux futurs au titre de la location et la valeur actualisée nette des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location-financement de la société s'établissaient comme suit au 31 décembre 2017 :

	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Total des paiements minimaux futurs au titre de la location	1 233 \$	982 \$	- \$	2 215 \$
Moins : montant représentant les intérêts	(63)	(39)	-	(102)
Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	1 170 \$	943 \$	- \$	2 113 \$

Le coût et le cumul des amortissements du matériel loué en vertu de contrats de location-financement s'établissaient comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Véhicules loués en vertu de contrats de location-financement	5 220 \$	4 564 \$
Moins : cumul des amortissements	(3 288)	(2 489)
	1 932 \$	2 075 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

12. DÉBENTURES CONVERTIBLES

Série – Année d'émission	Symbole boursier	Échéance	Taux d'intérêt	Prix de conversion
Débtures non garanties – 2012 ¹⁾	EIF.DB.E	30 septembre 2019	5,5 %	36,80 \$
Débtures non garanties – 2013	EIF.DB.F	31 mars 2020	5,35 %	41,60 \$
Débtures non garanties – 2014	EIF.DB.G	31 mars 2021	6,0 %	31,70 \$
Débtures non garanties – 2016	EIF.DB.H	30 juin 2023	5,25 %	44,75 \$
Débtures non garanties – 2017	EIF.DB.I	31 décembre 2022	5,25 %	51,50 \$

Note 1) : Après la clôture de l'exercice, soit le 11 janvier 2018, la société a remboursé ses débtures convertibles à 5,50 % d'une durée de 7 ans, dont la date d'échéance était le 30 septembre 2019.

Sommaire de la composante passif des débtures convertibles :

	Solde à l'ouverture de l'exercice 2017	Débtures émises	Accélération des paiements d'intérêts	Débtures converties	Remboursées/Échues	Solde à la clôture de l'exercice 2017
Débtures non garanties – 2012	54 838 \$	- \$	2 101 \$	(96) \$	- \$	56 843 \$
Débtures non garanties – 2013	62 662	-	672	(23)	-	63 311
Débtures non garanties – 2014	37 366	-	377	(10 910)	-	26 833
Débtures non garanties – 2016	64 486	-	580	(25)	-	65 041
Débtures non garanties – 2017	-	94 736	26	-	-	94 762
						306 790
Moins : coûts de transaction non amortis						(8 985)
Débtures convertibles – Composante passif, à la clôture de l'exercice						297 805 \$
Moins : partie à court terme						(56 843)
Débtures convertibles – Composante passif (partie à long terme)						240 962 \$

	Solde à l'ouverture de l'exercice 2016	Débtures émises	Accélération des paiements d'intérêts	Débtures converties	Remboursées à l'échéance	Solde à la clôture de l'exercice 2016
Série J	55 595 \$	- \$	1 153 \$	(26 391) \$	(30 357) \$	- \$
Débtures non garanties – 2012	54 700	-	679	(541)	-	54 838
Débtures non garanties – 2013	62 034	-	628	-	-	62 662
Débtures non garanties – 2014	37 822	-	346	(802)	-	37 366
Débtures non garanties – 2016	-	64 211	275	-	-	64 486
						219 352
Moins : coûts de transaction non amortis						(7 008)
Débtures convertibles – Composante passif, à la clôture de l'exercice						212 344 \$

Au cours de l'exercice 2017, des débtures convertibles d'une valeur nominale totalisant 11 404 \$ ont été converties par les porteurs, à diverses dates, en 358 938 actions de la société (valeur nominale de 28 526 \$ convertie en 928 156 actions en 2016). La charge d'intérêts comptabilisée pour l'exercice 2017 relativement aux débtures convertibles s'est établie à 18 805 \$ (17 620 \$ en 2016).

Le 20 décembre 2017, la société a mené à terme un placement par prise ferme visant des débtures subordonnées non garanties convertibles. À la clôture de ce placement, la société avait émis des débtures d'un montant en capital de 100 M\$. Celles-ci portent intérêt au taux de 5,25 % par année et leurs intérêts sont payables semestriellement. Elles peuvent être converties au gré du porteur en actions ordinaires de la société à un prix de conversion de 51,50 \$ par action. La date d'échéance de ces débtures est le 31 décembre 2022.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le 11 janvier 2018, la société a exercé son droit de rembourser par anticipation ses débentures convertibles portant intérêt au taux de 5,50 %, d'une durée de 7 ans et dont la date d'échéance était le 30 septembre 2019. Avant la date de remboursement, des débentures d'un montant en capital de 747 \$ ont été converties en 20 291 actions ordinaires au prix de 36,80 \$ par action. Le 11 janvier 2018, la société a remboursé le reste des débentures en cours, d'un montant en capital de 56 753 \$.

Placement de débentures convertibles de série J

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 30,60 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour les 20 jours de bourse précédant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures de série J, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 31 mai 2014, mais avant le 31 mai 2016, la société peut à son gré rembourser ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du remboursement. À compter du 31 mai 2016, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré rembourser ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de rembourser les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles de série J était de néant au 31 décembre 2017 et elles ont été remboursées en juin 2016.

Placement de débentures convertibles non garanties de septembre 2012

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 36,80 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures non garanties, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 30 septembre 2015, mais avant le 30 septembre 2017, la société peut à son gré rembourser ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du remboursement. À compter du 30 septembre 2017, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré rembourser ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de rembourser les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de septembre 2012 était de 56 843 \$ au 31 décembre 2017 (56 940 \$ en 2016) et, tel qu'il est indiqué précédemment, ces débentures ont été remboursées le 11 janvier 2018.

Placement de débentures convertibles non garanties de mars 2013

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 41,60 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures non garanties, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 31 mars 2016, mais avant le 31 mars 2018, la société peut à son gré rembourser ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du remboursement. À compter du 31 mars 2018, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

rembourser ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de rembourser les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de mars 2013, qui viennent à échéance en mars 2020, était de 64 980 \$ au 31 décembre 2017 (65 000 \$ en 2016).

Placement de débentures convertibles non garanties de mars 2014

Chaque débenture est convertible au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 31,70 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures non garanties, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 31 mars 2017, mais avant le 31 mars 2019, la société peut à son gré rembourser ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du remboursement. À compter du 31 mars 2019, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré rembourser ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de rembourser les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de mars 2014, qui viennent à échéance en mars 2021, était de 27 880 \$ au 31 décembre 2017 (39 142 \$ en 2016).

Placement de débentures convertibles non garanties de juin 2016

Chaque débenture est convertible au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 44,75 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. Les débentures ne peuvent être remboursées avant le 30 juin 2019. Après le 30 juin 2019, mais avant le 30 juin 2021, la société peut à son gré rembourser ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du remboursement. À compter du 30 juin 2021, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré rembourser ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de rembourser les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de juin 2016, qui viennent à échéance en juin 2023, était de 68 975 \$ au 31 décembre 2017 (69 000 \$ en 2016).

Placement de débentures convertibles non garanties de décembre 2017

Le 20 décembre 2017, la société a émis pour 100,0 M\$ de débentures subordonnées convertibles non garanties, portant intérêt au taux de 5,25 % et ayant une durée de 5 ans. Ces débentures portent intérêt au taux annuel de 5,25 %, et les intérêts sont payables semestriellement à terme échu, en trésorerie, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Les débentures viennent à échéance le 31 décembre 2022. Chaque débenture est convertible au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 51,50 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. Les débentures ne peuvent être remboursées avant le 31 décembre 2020. Après le 31 décembre 2020, mais avant le 31 décembre 2021, la société peut à son gré rembourser ces débentures dans la mesure où certains seuils sont

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du remboursement. À compter du 31 décembre 2021, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré rembourser ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de rembourser les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Des coûts de transaction de 4 805 \$ ont été engagés en lien avec l'émission de ces débentures.

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de décembre 2017, qui viennent à échéance en décembre 2022, était de 100 000 \$ au 31 décembre 2017 (néant en 2016).

Composante capitaux propres des débentures convertibles

Puisque toutes les débentures convertibles en cours sont assorties d'une clause de conversion suivant laquelle le porteur de débentures peut convertir le capital de ses débentures en actions de la société, l'obligation au titre des débentures est classée en partie en tant que passif et en partie en tant que capitaux propres. La composante passif représente la valeur actualisée des paiements en intérêts et en capital sur la durée des débentures convertibles, établie au moyen d'un taux correspondant approximativement au taux qui aurait été applicable à des débentures non convertibles au moment où les débentures convertibles ont été émises. La différence entre le montant du capital des débentures convertibles et la valeur actualisée des paiements d'intérêts et de capital sur la durée des débentures convertibles est comptabilisée graduellement sur la durée des débentures convertibles en débitant périodiquement la composante passif, si bien qu'à l'échéance, la composante passif est égale au montant du capital des débentures convertibles en cours.

Sommaire de la composante capitaux propres des débentures convertibles :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Débentures non garanties – 2012	3 160 \$	3 166 \$
Débentures non garanties – 2013	3 062	3 063
Débentures non garanties – 2014	1 238	1 754
Débentures non garanties – 2016	3 261	3 262
Débentures non garanties – 2017	3 590	-
Débentures convertibles – Composante capitaux propres, à la clôture de l'exercice	14 311 \$	11 245 \$

Toutes les débentures convertibles en cours au 31 décembre 2017 représentent des dettes non garanties directes de la société.

13. CAPITAL-ACTIONS

Les variations des actions émises et en circulation se sont établies comme suit pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

	2017	
	Nombre d'actions	Montant
Capital-actions à l'ouverture de l'exercice	28 793 354	463 603 \$
Émission d'actions à la conversion de débentures convertibles	358 938	11 457
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes	198 083	6 630
Émission d'actions aux termes de partenariats communautaires avec les Premières Nations	18 117	577
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	7 727	199
Annulation d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(797 580)	(14 354)
Placement par voie de prospectus, janvier 2017	2 303 450	94 288
Émission d'actions aux vendeurs de Quest à la clôture de l'opération	377 500	12 114
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié	58 301	1 957
Capital-actions à la clôture de l'exercice	31 317 890	576 471 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Les variations des actions émises et en circulation se sont établies comme suit pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

	Nombre d'actions	2016
		Montant
Capital-actions à l'ouverture de l'exercice	27 633 217	425 561 \$
Émission d'actions à la conversion de débentures convertibles	928 156	29 310
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes	176 522	5 345
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	5 622	98
Annulation d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(57 710)	(889)
Émission d'actions aux vendeurs de Team J.A.S. à la clôture de l'opération	50 765	1 809
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié	56 782	2 369
Capital-actions à la clôture de l'exercice	28 793 354	463 603 \$

Le 4 janvier 2017, la société a émis 2 003 000 nouvelles actions à 42,45 \$ chacune dans le cadre du placement d'actions qu'elle avait annoncé au quatrième trimestre de 2016. Les preneurs fermes se sont vu attribuer une option de surallocation leur permettant d'acquérir 300 450 actions supplémentaires, laquelle a été pleinement exercée, ce qui a donné lieu à l'émission d'un total de 2 303 450 actions pour une contrepartie totale de 97 781 \$.

Le 12 janvier 2017, la société a obtenu de la TSX l'autorisation de renouveler son offre de rachat dans le cours normal des activités et, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, elle a racheté un total de 797 580 actions. La société a racheté les actions au coût moyen de 32,64 \$ par action pour une contrepartie totale de 26 033 \$. Toutes les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont été annulées. L'excédent du coût sur la valeur comptable moyenne de 11 679 \$ a été imputé à l'incidence cumulative de l'annulation d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et pris en compte dans les résultats non distribués.

Le 14 novembre 2017, la société a mené à terme son acquisition de Quest, ce qui a inclus l'émission de 377 500 actions d'une valeur de 12,1 M\$.

14. DIVIDENDES DÉCLARÉS

La société verse des dividendes en trésorerie le ou vers le 15 de chaque mois aux actionnaires inscrits le dernier jour ouvrable du mois précédent. Le conseil d'administration de la société examine périodiquement les dividendes versés aux actionnaires.

Les dividendes cumulatifs se sont établis comme suit pour l'exercice 2017 et l'exercice 2016 :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Dividendes cumulatifs à l'ouverture de l'exercice	290 631 \$	234 300 \$
Dividendes de l'exercice	65 087	56 331
Dividendes cumulatifs à la clôture de l'exercice	355 718 \$	290 631 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Les montants et les dates de clôture des registres applicables aux dividendes de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016 se sont établis comme suit :

Mois	Dividendes de 2017			Dividendes de 2016		
	Date de clôture des registres	Par action	Montant	Date de clôture des registres	Par action	Montant
Janvier	31 janvier 2017	0,175 \$	5 438 \$	29 janvier 2016	0,16 \$	4 424 \$
Février	28 février 2017	0,175	5 447	29 février 2016	0,16	4 416
Mars	31 mars 2017	0,175	5 450	31 mars 2016	0,16	4 418
Avril	28 avril 2017	0,175	5 455	29 avril 2016	0,16	4 423
Mai	31 mai 2017	0,175	5 444	31 mai 2016	0,1675	4 633
Juin	30 juin 2017	0,175	5 411	30 juin 2016	0,1675	4 783
Juillet	31 juillet 2017	0,175	5 402	29 juillet 2016	0,1675	4 786
Août	31 août 2017	0,175	5 383	31 août 2016	0,1675	4 789
Septembre	29 septembre 2017	0,175	5 367	30 septembre 2016	0,1675	4 791
Octobre	31 octobre 2017	0,175	5 367	31 octobre 2016	0,1675	4 795
Novembre	30 novembre 2017	0,175	5 447	30 novembre 2016	0,175	5 034
Décembre	29 décembre 2017	0,175	5 476	30 décembre 2016	0,175	5 039
Total		2,10 \$	65 087 \$		1,995 \$	56 331 \$

Après le 31 décembre 2017 et avant l'autorisation des présents états financiers consolidés, la société a déclaré un dividende mensuel de 0,175 \$ par action pour janvier et février 2018.

15. INFORMATIONS SECTORIELLES ET SUPPLÉMENTAIRES

Les secteurs opérationnels sont présentés d'une manière qui concorde avec la façon dont l'information en interne est fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels, a été identifié comme le chef de la direction.

Les secteurs opérationnels de la société comprennent des unités d'exploitation stratégiques qui offrent divers produits et services. La société a deux secteurs opérationnels, soit le secteur Aérospatiale et aviation et le secteur Fabrication. Le secteur Aérospatiale et aviation fournit des services de transport aérien à des collectivités au Manitoba, en Ontario, au Nunavut et dans l'est du Canada ainsi que des aéronefs et des pièces de moteurs destinés au marché secondaire à des transporteurs aériens régionaux un peu partout dans le monde. De plus, l'entreprise d'aérospatiale de Provincial conçoit, modifie, maintient et exploite des aéronefs équipés de senseurs sur mesure. Le secteur Fabrication est constitué de fabricants du créneau des métaux spécialisés établis sur des marchés partout au Canada et aux États-Unis. Les résultats de Quest sont inclus dans les résultats du secteur Fabrication depuis la date d'acquisition (note 6).

La société évalue la performance de chaque secteur en fonction du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »). La méthode utilisée par la société pour calculer le BAIIA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés, si bien que le BAIIA de la société pourrait ne pas être comparable avec les mesures utilisées par ces autres sociétés. La méthode de calcul du BAIIA utilisée par la société est compatible avec le résultat d'exploitation avant amortissements, charges financières et autres présenté dans l'état consolidé du résultat net. Tous les produits des activités ordinaires intersectoriels et intrasectoriels sont éliminés, et tous les produits des activités ordinaires sectoriels présentés dans les tableaux ci-après ont été obtenus auprès de clients externes.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Dans les tableaux sectoriels ci-après, la colonne « Siège social » n'est pas un secteur distinct et n'est présentée qu'aux fins du rapprochement, avec le BAIIA total de la société, de certains montants de l'état de la situation financière et ajouts d'immobilisations corporelles. Il comprend les charges engagées par son siège social.

	Exercice clos le 31 décembre 2017			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	808 569 \$	204 381 \$	- \$	1 012 950 \$
Charges	560 701	181 255	22 296	764 252
BAIIA	247 868	23 126	(22 296)	248 698
Amortissement des immobilisations corporelles				108 556
Amortissement des immobilisations incorporelles				10 397
Charges financières – intérêts				36 982
Coûts d'acquisition				3 041
Profit à la cession d'une participation dans un partenariat				(5 585)
Résultat avant impôt				95 307
Charge d'impôt exigible				27 812
Recouvrement d'impôt différé				(4 665)
Résultat net				72 160 \$

	Exercice clos le 31 décembre 2016			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	703 327 \$	187 699 \$	- \$	891 026 \$
Charges	499 139	163 856	15 456	678 451
BAIIA	204 188	23 843	(15 456)	212 575
Amortissement des immobilisations corporelles				82 316
Amortissement des immobilisations incorporelles				11 747
Charges financières – intérêts				30 169
Coûts d'acquisition				1 309
Résultat avant impôt				87 034
Charge d'impôt exigible				25 888
Recouvrement d'impôt différé				(344)
Résultat net				61 490 \$

	31 décembre 2017			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ¹⁾	Chiffres consolidés
Total de l'actif	1 354 888 \$	318 039 \$	76 270 \$	1 749 197 \$
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net, à l'exclusion des contrats de location-financement	220 865	2 713	907	224 485
Immobilisations incorporelles à durée indéterminée	45 688	26 935	-	72 623
Goodwill	191 411	96 870	-	288 281

	31 décembre 2016			
	Aérospatiale et aviation	Fabrication	Siège social ¹⁾	Chiffres consolidés
Total de l'actif	1 283 173 \$	205 921 \$	(64 562) \$	1 424 532 \$
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net, à l'exclusion des contrats de location-financement	226 186	2 985	456	229 627
Immobilisations incorporelles à durée indéterminée	46 773	13 586	-	60 359
Goodwill	193 855	66 032	-	259 887

Note 1) : Comprend les actifs non directement attribuables aux secteurs opérationnels. Ces actifs non attribués comprennent la trésorerie de la société incluse dans ses ententes bancaires miroirs.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le tableau qui suit présente une ventilation des produits des activités ordinaires par région géographique pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (établie en fonction de l'emplacement du client) ainsi que des immobilisations corporelles et du goodwill aux dates de clôture.

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Canada	666 077 \$	609 697 \$
États-Unis	132 649	140 418
Europe	70 634	30 319
Autres	143 590	110 592
Total des produits des activités ordinaires de l'exercice	1 012 950 \$	891 026 \$

	Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2016	
	Immobilisations corporelles	Goodwill	Immobilisations corporelles	Goodwill
Canada	500 241 \$	230 246 \$	447 718 \$	198 053 \$
États-Unis	59 770	58 035	222 372	61 834
Europe	226 349	-	13 020	-
Autres	10 216	-	10 883	-
	796 576 \$	288 281 \$	693 993 \$	259 887 \$

Informations supplémentaires sur le secteur Aérospatiale et aviation

Les produits des activités ordinaires et les charges du secteur Aérospatiale et aviation regroupent la prestation de services ainsi que la vente et la location de biens. Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information ventilée en fonction des principales catégories pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Vente de services	540 178 \$	495 901 \$
Vente de biens	179 943	150 425
Location de biens	88 448	57 001
Produits des activités ordinaires du secteur Aérospatiale et aviation	808 569 \$	703 327 \$
Charges d'exploitation directes – vente de services	344 763 \$	314 253 \$
Coût des ventes et charges locatives	115 634	100 185
Charges du secteur Aérospatiale et aviation – excluant les amortissements	460 397 \$	414 438 \$

Les produits locatifs de la société générés par Regional One proviennent de différentes ententes de location à court terme d'avions et de moteurs d'avion, la durée de location la plus longue étant actuellement de moins de quatre ans et la grande majorité des ententes ayant une durée inférieure à deux ans au 31 décembre 2017. En outre, bon nombre de conventions de location renferment des clauses liées à l'utilisation de l'actif loué et permettant au preneur de retourner l'actif loué sur préavis convenu entre les parties. Ainsi, les paiements contractuels minimaux au titre de la location sont relativement négligeables comparativement aux produits locatifs globaux générés pour la période.

16. PRODUITS COMPTABILISÉS SELON LA MÉTHODE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Les activités de Stainless, de WesTower CDA et de Quest, dans le secteur Fabrication, et de Provincial, dans le secteur Aérospatiale et aviation, sont assujetties à des contrats à long terme aux termes desquels les produits des activités ordinaires sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Le degré d'avancement est calculé en fonction du rapport entre les coûts du contrat engagés jusqu'à la date considérée et le total des coûts du contrat estimé. Ce pourcentage d'avancement est ensuite appliqué au total des produits des activités ordinaires que la société s'attend à tirer du contrat pour déterminer les produits des activités ordinaires selon la méthode de l'avancement des travaux. Une provision est constituée au titre de la perte estimée lorsque la société s'attend à ce que les coûts du contrat excèdent les produits des activités ordinaires tirés du contrat estimés. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits des activités ordinaires comptabilisés par la société au titre de ces contrats à long terme ont totalisé 136 003 \$ (154 590 \$ en 2016).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le tableau qui suit présente un sommaire des coûts et des résultats estimés relativement aux contrats inachevés aux 31 décembre 2017 et 2016.

Au 31 décembre	2017	2016
Coûts engagés au titre des contrats inachevés	122 329 \$	114 219 \$
Bénéfice estimé	19 812	25 490
	142 141	139 709
Moins : facturation à ce jour	(147 047)	(142 914)
Total	(4 906) \$	(3 205) \$
Excédent des coûts engagés et des profits comptabilisés sur la facturation	9 294 \$	7 567 \$
Excédent de la facturation sur les coûts engagés et les profits comptabilisés	(14 200)	(10 772)
Total	(4 906) \$	(3 205) \$

17. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action de la société est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action après dilution est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte de la conversion de tous les titres dilutifs en actions ordinaires. La société a deux catégories d'actions ordinaires potentiellement dilutives, soit les actions différées émises aux termes de son régime d'actions différées et les débentures convertibles. Pour les débentures convertibles, on suppose que la dette convertible a été convertie en actions ordinaires et le résultat net est ajusté de manière à éliminer la charge d'intérêts relative à la dette convertible, diminuée de l'incidence fiscale.

Le calcul du résultat par action, de base et après dilution, a été comme suit pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Résultat net	72 160 \$	61 490 \$
Effet des titres dilutifs		
Intérêt sur les débentures convertibles	9 071	10 345
Résultat après dilution	81 231 \$	71 835 \$
Nombre moyen pondéré d'actions aux fins du calcul de base	30 960 708	28 151 807
Effet des titres dilutifs		
Actions différées	656 198	541 708
Débentures convertibles	4 383 094	5 257 792
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	36 000 000	33 951 307
Résultat par action :		
De base	2,33 \$	2,18 \$
Après dilution	2,26 \$	2,12 \$

18. CHARGES PAR NATURE

Le tableau qui suit présente une ventilation, en fonction de leur nature, des charges d'exploitation directes, du coût des ventes, et des frais généraux et frais d'administration (dans tous les cas excluant les amortissements) qui figurent dans l'état du résultat net.

	2017	2016
Salaires, traitements et avantages	264 550 \$	234 424 \$
Charges d'exploitation des aéronefs	286 688	251 050
Matériaux	100 168	97 715
Frais généraux et frais d'administration	46 460	38 741
Loyers et entretien des bâtiments	17 793	10 815
Communications et technologies de l'information	7 812	7 393
Publicité	3 847	3 547
Services de sous-traitants	7 937	5 101
Autres	28 997	29 665
	764 252 \$	678 451 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

19. AVANTAGES DU PERSONNEL

Régime d'actions différées

Le nombre d'actions différées attribuées aux termes du régime d'actions différées s'est établi comme suit :

	2017	2016
Actions différées en circulation à l'ouverture de l'exercice	541 708	390 267
Actions différées attribuées au cours de l'exercice	84 340	127 427
Actions différées attribuées au titre des dividendes déclarés au cours de l'exercice	37 877	31 506
Actions différées rachetées au cours de l'exercice	(7 727)	(5 622)
Actions différées ayant fait l'objet d'une renonciation au cours de l'exercice	-	(1 870)
Actions différées en circulation à la clôture de l'exercice	656 198	541 708
Partie acquise des actions différées en circulation à la clôture de l'exercice	464 460	345 149

La juste valeur des actions différées attribuées au cours de l'exercice 2017 s'établissait à 3 313 \$ à la date d'attribution (prix d'attribution moyen pondéré de 39,28 \$ par action), et a été établie d'après le cours des actions de la société à cette date (3 173 \$, à un prix d'attribution moyen pondéré de 24,90 \$ par action en 2016). Pour l'exercice 2017, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 2 859 \$ au titre du régime d'actions différées dans les frais généraux et frais d'administration du siège social (charge de rémunération de 2 182 \$ en 2016).

Régime d'actionnariat salarié

Certains salariés de la société participent à un régime d'actionnariat salarié (« RAS ») aux termes duquel ils versent des cotisations pouvant aller jusqu'à 5 % de leur salaire de base en vue de l'achat d'actions nouvellement émises de la société. Lorsque les salariés demeurent au service de la société ou de ses filiales pendant une période d'acquisition des droits de 18 mois, ils ont droit de recevoir un nombre supplémentaire d'actions (les « actions supplémentaires ») égal à 33,3 % du nombre d'actions qu'ils ont achetées ainsi que les dividendes déclarés sur ces actions supplémentaires pendant la période d'acquisition des droits. Le coût de l'attribution est comptabilisé dans les charges du siège social de la société sur la période d'acquisition des droits de 18 mois.

En ce qui concerne tout dividende payé sur les actions supplémentaires pendant la période d'acquisition des droits, le salarié peut à son gré choisir entre un paiement en trésorerie au moment de l'acquisition des droits aux actions et l'achat d'actions au moyen de ces dividendes.

Au cours de l'exercice 2017, des salariés ont acquis 58 301 actions nouvellement émises à un prix moyen pondéré de 33,56 \$ par action, en date du 20 novembre 2017, dans le cadre du programme de 2017, avec acquisition des droits dans 18 mois. La juste valeur à la date d'attribution des actions qui seront attribuées lorsque les conditions d'acquisition des droits du régime seront remplies est estimée à 713 \$ d'après le cours de l'action et le taux de dividende mensuel à la date considérée.

Au cours de l'exercice 2016, des salariés ont acquis 56 782 actions nouvellement émises à un prix moyen pondéré de 41,72 \$ par action, en date du 21 novembre 2016, dans le cadre du programme de 2016, avec acquisition des droits dans 18 mois. La juste valeur à la date d'attribution des actions qui seront attribuées lorsque les conditions d'acquisition des droits du régime seront remplies est estimée à 849 \$ d'après le cours de l'action et le taux de dividende mensuel à la date considérée.

Le RAS est ajusté de manière à tenir compte des variations du cours de l'action de la société à la clôture de l'exercice, de tout changement dans le taux de dividende de la société ainsi que des renonciations estimées, le cas échéant. En 2017, le total des charges comptabilisées pour le RAS dans les charges du siège social s'est établi à 570 \$ (789 \$ en 2016).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

20. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

La société et ses filiales louent des locaux et du matériel en vertu de contrats de location simple. Les paiements minimaux au titre de la location à effectuer en vertu de ces obligations contractuelles s'établissent comme suit :

Engagements	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Moins de un an	21 725 \$	20 681 \$
Entre 1 an et 5 ans	70 889	57 782
Plus de 5 ans	29 042	43 627
	121 656 \$	122 090 \$

Le tableau ci-dessus comprend des engagements envers des parties liées se rapportant aux biens loués utilisés dans le cadre des activités qui sont décrites plus amplement à la note 21.

Au cours de l'exercice, les activités de la société ont donné lieu à une charge de 23 754 \$ (28 691 \$ en 2016) au titre des coûts des contrats de location simple.

La société a des lettres de crédit en cours échéant à diverses dates qui sont conditionnelles à la fourniture de certains produits et services opérationnels par les filiales de la société. Au 31 décembre 2017, la valeur totale de ces lettres de crédit était de 18 347 \$ (29 476 \$ en 2016).

21. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La société a conclu les transactions suivantes avec des parties liées.

Location d'immeubles

La société loue plusieurs bâtiments auprès de parties liées qui lui ont vendu des entreprises. Ces vendeurs sont considérés comme des parties liées en raison du rôle qu'ils ont conservé dans la gestion des entreprises ainsi acquises. EIC loue également des locaux pour son siège social auprès d'une société contrôlée par un des administrateurs de la société. Ces contrats de location sont comptabilisés à la valeur d'échange dans les états financiers consolidés. Le total des coûts engagés en vertu de ces contrats de location s'est établi à 3 702 \$ en 2017 (3 352 \$ en 2016) et leur date d'échéance va de 2018 à 2020. La charge est comptabilisée dans les frais généraux et frais d'administration et est payée mensuellement, d'où l'absence de solde s'y rapportant dans l'état de la situation financière de la société.

Rémunération des principaux dirigeants

La société identifie ses principaux dirigeants comme les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle de ses activités, directement ou indirectement, y compris ses administrateurs (dirigeants ou non). Les principaux dirigeants comprennent l'équipe de haute direction et le conseil d'administration.

La rémunération versée aux principaux dirigeants s'est établie comme suit pour les exercices 2017 et 2016 :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Salaires et avantages à court terme	5 601 \$	5 118 \$
Paiements fondés sur des actions	3 071	2 447
	8 672 \$	7 565 \$

Investissements conjoints avec CRJ Capital Corp.

En 2017, la société a conclu une entente avec CRJ Capital Corp., société contrôlée par le chef de la direction de Regional One. Aux termes de l'entente, CRJ Capital Corp. peut, sous réserve de l'approbation de la société, investir conjointement avec cette dernière dans une participation ne donnant pas le contrôle dans certains actifs liés à des aéronefs. En tant que coinvestisseur dans ces actifs, CRJ Capital Corp. touche des bénéfices au fur et à mesure que des fonds sont encaissés sur la vente de ces

actifs. En lien avec cette entente, le chef de la direction de Regional One a prorogé son entente de non-concurrence avec la société. Les actifs sont gérés par Regional One et celle-ci impute des frais de gestion à CRJ Capital Corp. au titre des services rendus. Les rendements sous forme de flux de trésorerie sont versés au fur et à mesure qu'ils sont perçus auprès des clients.

Au cours de l'exercice à l'étude, CRJ Capital Corp. a investi 7 913 \$ US, ce qui a généré des rendements versés ou à verser à celle-ci de 3 520 \$ US. Par suite de la vente de certains actifs et du rendement de l'investissement initial de CRJ Capital Corp., son investissement résiduel au 31 décembre 2017 s'élevait à 5 068 \$ US. À cette date, une somme de 1 421 \$ US était inscrite en tant que créance exigible auprès de CRJ Capital Corp.

22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

La société est exposée à divers risques financiers en raison de ses activités, soit le risque de marché (essentiellement le risque de change et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. Il incombe à la haute direction d'établir des niveaux de risque acceptables et de passer en revue les activités de gestion des risques, au besoin.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché est constitué du risque de change, du risque de taux d'intérêt et de l'autre risque de prix.

Risque de change

Le solde de la facilité de crédit de la société s'établit à 351 230 \$ US ou 440 618 \$ (169 900 \$ US ou 228 125 \$ en 2016). Le solde en dollars américains donne lieu à un risque de change en ce sens que les flux de trésorerie futurs peuvent fluctuer en raison des variations des cours de change du marché. L'exposition qui découle de la partie en dollars américains du solde de la facilité de crédit est compensée par la trésorerie générée par les filiales aux États-Unis. Du montant total en dollars américains qui a été prélevé sur la facilité de crédit, une tranche de 230 \$ US (43 100 \$ US en 2016) l'a été par EIFF USA, entité dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain. Par conséquent, le risque de change que pose ce solde est pris en compte dans les autres éléments du résultat global.

Les participations de la société dans ces filiales dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain sont couvertes en partie par des prélèvements de 156 300 \$ US (89 000 \$ US en 2016) sur la facilité de crédit, qui atténuent le risque de change associé à la conversion de l'actif net des filiales. L'emprunt est désigné comme une couverture de l'investissement net et aucune inefficacité n'a été comptabilisée relativement à la couverture de cet investissement net.

Au cours de 2017, la société a continué d'utiliser des dérivés dans le cadre de plusieurs swaps de devises variable-variable (« swaps ») avec un membre de son syndicat de prêteurs. En vertu des swaps, les sommes doivent être échangées de nouveau dans 30 jours selon les mêmes modalités, sauf si les deux parties acceptent de prolonger un swap pour une période supplémentaire de 30 jours. En contractant des emprunts en dollars américains, la société est à même de tirer parti des taux d'intérêt plus faibles sur les emprunts en dollars américains au TIOL. Les swaps atténuent le risque de fluctuation de la valeur des emprunts en dollars américains au TIOL de la société, car ils seront échangés contre un montant équivalent en dollars canadiens dans 30 jours. Un swap est désigné comme couverture de l'instrument d'emprunt sous-jacent et aucun montant au titre de son inefficacité n'a été comptabilisé. Au 31 décembre 2017, la juste valeur des swaps correspondait à une perte de 5 748 \$ (perte de 246 \$ en 2016) et la valeur nominale du solde s'établissait à 194 700 \$ US (37 800 \$ US en 2016).

Appliquée aux instruments financiers en dollars américains en cours de la société au 31 décembre 2017, une dépréciation de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain n'aurait eu aucune incidence (aucune incidence en 2016) sur le résultat net et aurait réduit l'écart de conversion dans les autres éléments du résultat global d'environ 4,4 M\$ (1,4 M\$ en 2016).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Taux d'intérêt

La société est exposée au risque que les flux de trésorerie futurs associés à sa facilité de crédit en cours (note 11) fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt. La société gère ce risque et cherche à obtenir les modalités de financement qui sont les plus avantageuses pour chacun de ses accords individuels.

Aux termes de la facilité de crédit, la société peut choisir entre un taux d'intérêt fondé sur le taux préférentiel, sur le taux des acceptations bancaires ou sur le taux interbancaire offert à Londres (« TIOL »). Au 31 décembre 2017 :

- une tranche de 351 000 \$ US (139 000 \$ US en 2016) du solde était assujettie au TIOL en \$ US;
- une tranche de 230 \$ US (30 900 \$ US en 2016) était assujettie au taux préférentiel en \$ US;
- une tranche de 66 500 \$ (néant en 2016) était assujettie au taux préférentiel;
- une tranche de 43 200 \$ (217 300 \$ en 2016) était assujettie au taux des acceptations bancaires.

D'après le solde de la facilité de crédit tout au long de 2017, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, une hausse de 1 % des taux d'intérêt applicables à la société aurait réduit le résultat net avant impôt d'environ 4,8 M\$ (3,6 M\$ après impôt) (3,6 M\$ en 2016 [2,6 M\$ après impôt]).

Les débentures convertibles (note 12) portent intérêt à des taux fixes.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une partie manque à ses obligations. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de présentation de l'information financière correspond à la valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances d'exploitation, des dépôts, des autres placements et des obligations du bailleur aux termes d'un swap. Sauf indication contraire, la société ne détient pas de garantie des contreparties à ces actifs financiers.

La société est exposée au risque de crédit du fait de ses dépôts en trésorerie et équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières. Elle maintient sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières à notation élevée au Canada et aux États-Unis.

La société est également exposée au risque de crédit découlant de ses clients. Comme ses établissements servent principalement des marchés dans l'ensemble de l'Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, dans le monde entier, la société a un grand nombre de clients et les créances clients font l'objet d'une surveillance au niveau de chaque entreprise.

Au 31 décembre 2017, un montant de 26 558 \$ (23 507 \$ en 2016) des créances était impayé depuis plus de 90 jours. Une tranche d'environ 2 558 \$ (1 693 \$ en 2016) de ce montant se rapporte au secteur Fabrication, et une autre de 24 000 \$ (21 814 \$ en 2016), au secteur Aérospatiale et aviation. La direction de chacune des filiales de la société surveille les créances d'exploitation en souffrance quotidiennement et prend les mesures qui s'imposent, le cas échéant. Les filiales de la société maintiennent un compte de réduction de valeur au titre de créances douteuses qu'elles examinent mensuellement.

La société est exposée au risque de crédit du fait des avances consenties au titre de billets ou d'accords de prêts. Cela comprend les éléments inclus sous le poste « Autres actifs » dans l'état consolidé de la situation financière de la société, particulièrement les contrats de location-financement de Regional One, à l'égard desquels des créances à long terme sont comptabilisées sur des sociétés du secteur de l'aviation. La garantie obtenue par la société relativement à ces contrats est considérée comme adéquate pour couvrir la valeur comptable de ces éléments.

Dans le cadre de son partenariat avec Air Borealis, la société a prêté des fonds à l'un de ses partenaires, soit NGC. Le prêt initial de 5 100 \$ a fait l'objet de remboursements par la suite, et sa valeur comptable était de 4 102 \$ au 31 décembre 2017. Ce prêt est garanti par les flux de trésorerie du partenariat auxquels a droit l'emprunteur, et ce, jusqu'à son remboursement.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou qu'elle ne puisse le faire qu'à un coût considéré comme excessif. La croissance de la société est financée en combinant des flux de trésorerie d'exploitation, des emprunts aux termes des facilités de crédit existantes et l'émission de débentures et/ou d'instruments de capitaux propres. Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie suffisants et la disponibilité de financement d'un montant adéquat par la voie de facilités de crédit engagées. L'un des principaux objectifs de la direction consiste à maintenir un niveau de liquidité optimal par une gestion active des actifs et des passifs, et des flux de trésorerie. Compte tenu de la nature de ses activités, la société cherche à maintenir une certaine souplesse en matière de financement en s'assurant de disposer de montants disponibles sur les facilités de crédit engagées (note 11).

Les échéances contractuelles des passifs financiers de la société et des montants de capital connexes sont résumées dans le tableau ci-après, dans lequel les éléments sont regroupés en fonction de la durée à courir de la date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle. Les montants indiqués dans le tableau correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés.

	Total	Moins de un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes d'exploitation et charges à payer	166 415 \$	166 415 \$	- \$	- \$
Dette à long terme (valeur du capital)	550 318	-	550 318	-
Débentures convertibles (valeur nominale)	318 678	56 843	192 860	68 975
Intérêts contractuels ¹⁾	122 058	33 292	86 955	1 811
Total	1 157 469 \$	256 550 \$	830 133 \$	70 786 \$

Note 1) : Les intérêts contractuels reflètent l'hypothèse selon laquelle les soldes et les taux d'intérêt variables au 31 décembre 2017 demeureront les mêmes jusqu'à l'échéance.

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau qui suit fournit des informations sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers figurant dans l'état consolidé de la situation financière, classés en fonction du niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils appartiennent compte tenu du degré d'importance des données d'entrée utilisées pour établir ces évaluations.

	Juste valeur			
	Valeur comptable au 31 décembre 2017	Cours sur un marché actif Niveau 1	Autres données d'entrée observables importantes Niveau 2	Données d'entrée non observables importantes Niveau 3
Évaluations de la juste valeur récurrentes				
Passifs financiers				
Passif pour contrepartie – passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net	(17 410) \$	- \$	- \$	(17 410) \$
Autres passifs à long terme – swaps de devises variable-variable – passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net	(5 748)	-	(5 748)	-
Informations sur la juste valeur				
Autres actifs – coût amorti	8 170	-	8 170	-
Autres actifs – juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 963	-	-	1 963
Dette à long terme – coût amorti	(548 508)	-	-	(550 318)
Dette convertible – coût amorti	(297 805)	(323 815)	-	-

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

	Juste valeur			
	Valeur comptable au 31 décembre 2016	Cours sur un marché actif Niveau 1	Autres données d'entrée observables importantes Niveau 2	Données d'entrée non observables importantes Niveau 3
Évaluations de la juste valeur récurrentes				
Passifs financiers				
Passif pour contrepartie – passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net	(3 765) \$	- \$	- \$	(3 765) \$
Swaps de devises variable-variable – passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net	(246) \$	- \$	(246) \$	- \$
Informations sur la juste valeur				
Autres actifs – coût amorti	3 762	-	3 762	-
Autres actifs – juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 478	-	-	4 478
Dette à long terme – coût amorti	(444 175)	-	-	(445 425)
Dette convertible – coût amorti	(212 344)	(261 062)	-	-

La société a évalué le passif pour contrepartie classé au niveau 3 en fonction de la valeur actualisée des sorties de trésorerie estimées, en ayant recours à des calculs des pondérations probabilistes, à des taux d'actualisation et à la juste valeur de marché observable de ses instruments de capitaux propres, selon le cas.

Le tableau qui suit résume les variations des passifs pour contrepartie comptabilisés initialement à l'acquisition de Regional One, à l'acquisition de CarteNav, à l'acquisition de Team J.A.S. et à l'acquisition de Quest, y compris les variations au titre des règlements, les variations de la juste valeur et les fluctuations des cours de change.

Sommaire du passif pour contrepartie	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Pour les exercices clos les		
Solde d'ouverture	3 765 \$	484 \$
Désactualisation	238	140
Règlement au cours de l'exercice	(463)	(260)
Acquisition de CarteNav	-	3 414
Acquisition de Team J.A.S.	-	9
Acquisition de Quest	13 889	-
(Profit)/perte de conversion	(19)	(22)
Solde de clôture	17 410 \$	3 765 \$

Au cours de l'exercice, la société a achevé le calcul du règlement du fonds de roulement aux fins de l'acquisition de Team J.A.S. Dans le cadre de ce règlement, la société a versé un montant de 112 \$ US (153 \$) aux vendeurs. Le montant estimatif initial du règlement du fonds de roulement qui avait été établi au moment de la clôture de la transaction était de 6 \$ US (9 \$) et avait été inscrit dans les dettes d'exploitation et charges à payer.

Au cours de l'exercice, la société a achevé le calcul de la portion du prix d'acquisition de CarteNav attribuée au fonds de roulement. La société a versé 351 \$ aux vendeurs de CarteNav. Le montant estimatif initial du règlement du fonds de roulement qui avait été établi au moment de la clôture de la transaction était de 337 \$ et avait été inscrit dans les dettes d'exploitation et charges à payer.

Le passif au titre de l'indexation sur le résultat comptabilisé dans le cadre des acquisitions est inclus dans le poste « Autres passifs à long terme » à l'état de la situation financière. Le solde des passifs pour contrepartie, composé principalement des règlements du fonds de roulement estimatifs, est comptabilisé au poste « Dettes d'exploitation et charges à payer » à l'état de la situation financière.

On compte en outre 438 209 actions de la société qui ont été initialement émises et entières au moment de l'acquisition de Regional One et qui sont liées au maintien en fonction du vendeur en tant que chef de la direction. Au 31 décembre 2017, 87 642 actions étaient toujours détenues en mains tierces, actions qui seront libérées au cinquième anniversaire de l'acquisition de Regional One, en avril 2018.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Informations sur la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances d'exploitation, des dépôts et des dettes d'exploitation et charges à payer, qui sont classés au coût amorti ou dans les autres passifs financiers, selon le cas, correspond approximativement à la valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Au 31 décembre 2017, la direction a établi que la juste valeur de sa dette à long terme correspond approximativement à la valeur comptable. La juste valeur de la dette à long terme a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus selon un taux d'actualisation de 3,45 %. Le taux d'actualisation est déterminé selon le taux de rendement obligataire sans risque de référence pour des instruments dont les échéances sont similaires, ajusté en fonction du risque de crédit propre à la société. Lorsqu'elle détermine l'ajustement pour tenir compte du risque de crédit, la société examine la conjoncture du marché, la valeur sous-jacente des actifs garantis par l'instrument connexe et d'autres indicateurs de la qualité de crédit de la société.

Au 31 décembre 2017, la direction a estimé la juste valeur des débentures convertibles à partir des valeurs boursières. La juste valeur estimée des débentures convertibles de la société était alors de 323 815 \$ (261 062 \$ au 31 décembre 2016) et leur valeur comptable était de 297 805 \$ (212 344 \$ au 31 décembre 2016).

La société a pour politique de comptabiliser les transferts d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert. Il n'y a pas eu de tels transferts au cours de la période considérée.

23. VARIATIONS DES ÉLÉMENTS DU FONDS DE ROULEMENT

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation se sont établies comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Créances d'exploitation	(31 270) \$	(22 088) \$
Excédent des coûts engagés et des profits comptabilisés sur la facturation	(1 727)	209
Stocks	(39 624)	(6 312)
Charges payées d'avance et acomptes	4 691	4 793
Dettes d'exploitation et charges à payer	26 745	10 603
Impôt sur le résultat à recouvrer/payer	(8 642)	13 991
Produits différés	(3 062)	(15 148)
Excédent de la facturation sur les coûts engagés et les profits comptabilisés	3 428	(10 052)
Écarts de change	(10 211)	(2 051)
Variation nette des éléments du fonds de roulement	(59 672) \$	(26 055) \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits différés à long terme ont diminué de 4 359 \$ (néant au 31 décembre 2016), ce qui est reflété ci-dessus dans la variation des éléments du fonds de roulement provenant du tableau des flux de trésorerie.

24. GESTION DU CAPITAL

La société gère son capital de manière à maintenir des niveaux d'endettement prudents. Son but consiste à maintenir dans un intervalle de 1,5 à 2,5 le ratio de sa dette à long terme de premier rang au résultat d'exploitation pro forma avant amortissements, charges financières et autres.

Les objectifs de gestion du capital de la société consistent à :

- s'assurer que la structure de capital offre la souplesse nécessaire pour financer les activités, les distributions aux actionnaires et les dépenses d'investissement et soutenir la stratégie de croissance externe;
- maintenir des liquidités adéquates en tout temps;
- maintenir une structure de capital diversifiée.

La société gère et surveille activement sa structure de capital et apporte des ajustements à la lumière des objectifs décrits ci-dessus lorsque surviennent des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le tableau qui suit fait état des éléments que la société considère comme constituant son capital et pourrait ne pas être comparable avec les mesures présentées par d'autres sociétés ouvertes :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Total du solde de la dette de premier rang (valeur du capital)	550 318 \$	445 425 \$
Déventures convertibles en cours (valeur nominale)	318 678	230 082
Actions	576 471	463 603
Total du capital	1 445 467 \$	1 139 110 \$

La société est soumise à certaines exigences qui découlent de sa facilité de crédit. Ces exigences comprennent des clauses restrictives et des ratios financiers, y compris des ratios de levier financier comme le ratio de la dette à long terme de premier rang au bénéfice ajusté avant intérêts, charge d'impôt, amortissements, coûts d'acquisitions et autres éléments hors trésorerie (« BAIIA »). La direction tient compte de ces exigences lorsqu'elle prend des décisions en ce qui concerne la gestion du niveau et de la composition de la structure de capital de la société. La société a respecté toutes les clauses restrictives pendant l'exercice 2017.

Les variations du capital de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont principalement attribuables aux événements suivants qui sont survenus au cours de cet exercice. Premièrement, la société a mené à terme un placement d'actions ordinaires par prise ferme, émettant ainsi 2 303 450 actions au prix de 42,45 \$ chacune. Deuxièmement, la société a émis 377 500 actions et a utilisé sa facilité de crédit afin de financer l'acquisition de Quest. Finalement, la société a émis une nouvelle série de déventures (série 2017, non garanties) en décembre 2017. La valeur nominale des déventures émises s'établissait à 100 000 \$.

Outre les changements présentés ci-dessus, d'autres changements apportés à la structure du capital de la société après la clôture de l'exercice sont analysés à la note 26.

25. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Rapprochement du taux d'impôt effectif

L'impôt sur le bénéfice de la société diffère de l'impôt qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt prévu par la loi au bénéfice avant impôt des entités consolidées, comme suit :

	2017	2016
Résultat avant charge d'impôt	95 307 \$	87 034 \$
Taux d'impôt combiné fédéral et provincial au Canada	27,0 %	27,0 %
Charge d'impôt au taux prévu par la loi	25 733	23 499
Augmentation (diminution) de l'impôt attribuable aux éléments suivants :		
Différences permanentes	3 958	4 016
Gains en capital réalisés	(23)	(25)
Incidence des différences de taux dans les territoires étrangers	(6 460)	(1 445)
Produit tiré d'actifs d'impôt non comptabilisés auparavant	(359)	(461)
Montants au titre des périodes antérieures	290	34
Autres	8	(74)
Charge d'impôt	23 147 \$	25 544 \$

Passifs d'impôt différé non comptabilisés

Au 31 décembre 2017, aucun passif d'impôt différé au titre de différences temporaires liées à des participations dans des filiales n'a été comptabilisé, car la société contrôle l'échéance et la résorption des différences et est assurée que ces différences ne se résorberont pas dans un avenir prévisible. Les différences temporaires associées aux filiales étrangères de la société s'établissent à environ 97 185 \$ (57 180 \$ en 2016).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Variations des soldes d'impôt différé au cours de l'exercice

Les variations des soldes d'impôt différé nets se sont établies comme suit pour les exercices 2017 et 2016 :

	31 décembre 2016	Acquisitions d'entreprises	Montants crédités (débités) dans l'état du résultat net	Montants crédités aux (débités des) autres éléments du résultat global	Montants crédités aux (débités des) capitaux propres	Goodwill (note 5)	31 décembre 2017
Actifs d'impôt différé							
Charges à payer – déductibles lorsqu'elles sont payées	1 731 \$	- \$	(664) \$	(29) \$	- \$	- \$	1 038 \$
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	493	-	-	(493)	-	-	-
Reports en avant de pertes en capital et de pertes autres qu'en capital	2 388	-	1 505	-	-	-	3 893
Autres	88	-	(77)	-	-	-	11
Total des actifs d'impôt différé	4 700 \$	- \$	764 \$	(522) \$	- \$	- \$	4 942 \$
Passifs d'impôt différé							
Immobilisations corporelles	(47 473) \$	- \$	3 394 \$	173 \$	- \$	- \$	(43 906) \$
Immobilisations incorporelles	(32 332)	-	2 928	551	-	-	(28 853)
Coûts de financement	(898)	-	(738)	-	1 414	-	(222)
Déventures convertibles	(2 896)	-	1 014	-	(1 327)	-	(3 209)
Réserves non déductibles	(885)	-	(1 823)	18	-	-	(2 690)
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	(1 015)	-	-	(1 015)
Placements	(1 021)	-	(874)	45	-	-	(1 850)
Total des passifs d'impôt différé	(85 505)	-	3 901	(228)	87	-	(81 745)
Solde net	(80 805) \$	- \$	4 665 \$	(750) \$	87 \$	- \$	(76 803) \$

	31 décembre 2015	Acquisitions d'entreprises	Montants crédités (débités) dans l'état du résultat net	Montants crédités aux (débités des) autres éléments du résultat global	Montants crédités aux (débités des) capitaux propres	Montants crédités aux (débités des) activités abandonnées	31 décembre 2016
Actifs d'impôt différé							
Charges à payer – déductibles lorsqu'elles sont payées	6 750 \$	604 \$	(2 412) \$	(72) \$	- \$	(3 139) \$	1 731 \$
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	1 264	-	-	(771)	-	-	493
Reports en avant de pertes en capital et de pertes autres qu'en capital	2 026	-	366	(4)	-	-	2 388
Autres	88	-	-	-	-	-	88
Total des actifs d'impôt différé	10 128 \$	604 \$	(2 046) \$	(847) \$	- \$	(3 139) \$	4 700 \$
Passifs d'impôt différé							
Immobilisations corporelles	(49 486) \$	(226) \$	2 104 \$	135 \$	- \$	- \$	(47 473) \$
Immobilisations incorporelles	(30 335)	(1 715)	(439)	157	-	-	(32 332)
Coûts de financement	(998)	-	(205)	-	305	-	(898)
Déventures convertibles	(2 649)	-	832	-	(1 079)	-	(2 896)
Réserves non déductibles	(2 415)	426	1 102	2	-	-	(885)
Placements	-	-	(1 006)	(15)	-	-	(1 021)
Total des passifs d'impôt différé	(85 883)	(1 515)	2 388	279	(774)	-	(85 505)
Solde net	(75 755) \$	(911) \$	342 \$	(568) \$	(774) \$	(3 139) \$	(80 805) \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés dans l'état de la situation financière lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale.

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actifs d'impôt différé	258 \$	238 \$
Passifs d'impôt différé	(77 061)	(81 043)
	(76 803) \$	(80 805) \$

26. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre »)

Le 31 janvier 2018, la TSX a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la société en vue du rachat d'un maximum de 1 566 827 actions, soit 5 % de ses actions émises et en circulation au 23 janvier 2018. Aux termes de l'offre renouvelée, la société peut racheter des actions par l'intermédiaire de la TSX à compter du 5 février 2018 et jusqu'au 4 février 2019 ou avant cette date si la société a racheté le nombre maximal d'actions prévu aux termes de l'offre. La société peut racheter jusqu'à 36 859 actions par jour, sous réserve des dispenses d'application relatives aux achats en bloc. En date du présent rapport, la société pouvait racheter 1 566 827 actions aux termes de l'offre qui prend fin le 4 février 2019.

Remboursement anticipé de débentures convertibles

Le 11 janvier 2018, la société a exercé son droit de rembourser par anticipation ses débentures convertibles portant intérêt au taux de 5,50 %, d'une durée de 7 ans et dont la date d'échéance était le 30 septembre 2019. Avant la date de remboursement, des débentures d'un montant en capital de 747 \$ ont été converties en 20 291 actions ordinaires au prix de 36,80 \$ par action. Le 11 janvier 2018, la société a remboursé le reste des débentures en cours, d'un montant en capital de 56 753 \$.

Partenariat avec Wasaya Group

Le 1^{er} février 2018, la société a conclu avec Wasaya Group et ses actionnaires une convention aux termes de laquelle la société acquerra une participation dans cette dernière. EIC prévoit investir 25,0 M\$ dans Wasaya. De ce montant, une tranche d'environ 12 M\$ sera investie sous forme de placement en titres de capitaux propres et l'autre tranche de 13 M\$ consistera en un prêt à Wasaya. Le placement en titres de capitaux propres sera financé par l'émission, aux vendeurs de Wasaya, d'actions de la société. EIC a financé un placement initial de 2,0 M\$ et prévoit mener la transaction à terme au cours du premier trimestre de 2018. Le partenariat devrait rehausser le niveau du service aérien dans le nord de l'Ontario et générer des efficiences opérationnelles.

Acquisition de CANLink Global Inc.

Le 22 février 2018, la société a conclu une entente en vue d'acquérir CANLink Global Inc. (Moncton Flight College) pour une somme pouvant atteindre 55 M\$. Moncton Flight College est la plus grande institution de formation de pilotage au Canada et offre des formations de pilote aux Canadiens ainsi qu'un programme de formation pour les étrangers. Le prix d'acquisition total comprendra une somme de 29 M\$ qui sera réglée en trésorerie à la clôture de la transaction, des actions de la société d'une valeur de 6 M\$ qui seront émises à ce moment ainsi qu'un montant supplémentaire pouvant atteindre 20 M\$ si les cibles postérieures à la clôture sont atteintes.